

LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 212 — MAI 1975 — Prix 4 F



contraception libre et partagée
LA VASECTOMIE

Fop. 2520

Dossier "MULTINATIONALES"

voir pages 7 à 10

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE LIBERTAIRE

LOUISE-MICHEL
Tous les jeudis soirs
à 20 h 30
10, rue Robert-Plaquette
PARIS-18^e
Métro : Blanche ou Abesse

Le mois dernier, nous avons commencé une étude de l'économie du système capitaliste par l'analyse de son mode de production (et par extension de ses crises de production).

Ce mois-ci nous continuerons cette étude en étudiant l'économie capitaliste à travers la crise du système monétaire international. Puis nous analyserons les rapports existant entre le capitalisme d'Etat et le marxisme-léninisme.

Enfin, nous clôturerons cette série de cours par une analyse sur l'économie gérée par les travailleurs.

● JEUDI 15 MAI :

Nouvelles formes prises par les contradictions du système capitaliste :

— l'inflation,
— la crise du S.M.I.
par Bernard.

● JEUDI 22 MAI :

L'impérialisme,
par J. Bernet-Rollande.

JEUDI 29 MAI :

Le capitalisme d'Etat et le marxisme-léninisme,
par J. Bernet-Rollande.

● JEUDI 5 JUIN :

Une économie gérée par les travailleurs,
par M. Joyeux.

pour le local : s'adresser aux militants du groupe de Tours.

COLLOQUES-DEBATS

à 17 h 30
Groupe Louise-Michel
10, rue R. Planquette,
75018 PARIS.

● Samedi 3 mai,
l'objection de conscience
avec la participation
du C.S.O.C.

● Samedi 10 mai,
grandeur et misère de la
chanson à texte
par
YVES (auteur - compo-
siteur).

Groupe Libertaire de Montpellier REUNIONS D'ETUDES ET DE RECHERCHES

— samedi 24 mai, à 21 heures,
Proudhon présenté par Georges EMME

— samedi 14 juin, à 21 heures,
Bakounine présenté par F. Peyre

Le groupe de Metz annonce la publication prochaine de Pausole, revue individualiste anarchiste. Le numéro 1 comportera des rééditions de

— Emile Armand : Les individualistes comme une « espèce »
— Libertad : la joie de vivre
— Manuel Devaldès : précisions et des articles de réflexion théorique

— L'unique et le problème de l'Autre
— Nietzsche et le nihilisme
— A propos de Jack London...
— L'anti-nietzscheisme contemporain.

Cette revue aura une quarantaine de pages format 21 x 29,7, et sera en vente à la librairie Publico.

LA VASSECTOMIE : « UNE STÉRILISATION MASCULINE INTÉRESSANTE »

Brochure 2 F ou 10 F les 10 exemplaires

Commander à N. Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 REZE

Simons L'anarchie N° 6

Historique et actualité de la Fédération Anarchiste.

Retranscription intégrale de la Tribune Libre télé du 27 février.

Le numéro 2 F. Abonnements 6 numéros 10 F. Envois par 10 numéros : 10 F + frais postaux.

Exemplaire gratuit à ceux qui en feront la demande. Noël Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 REZE.

Le groupe de Tours organise régulièrement des réunions d'études des exposés-débats, animés par les membres du groupe, à l'intention des sympathisants libertaires.

● Jeudi 8 mai (21 h.)

« Psychanalyse du marxisme »
par Mathilde Niel
précédé d'un « Rappel historique du 1^{er} Mai »

● Jeudi 22 mai (21 h.)

« Les collectivisations dans l'Espagne Révolutionnaire 36-39 »
par Roland Iribarria

● Jeudi 5 juin (21 h.)

« Perspectives libertaires pour le monde paysan »
par Alain Crapaud

LE GROUPE JULES DURAND ORGANISE

LES 9 ET 10 MAI
DEUX JOURS SUR L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE
A FRANKLIN, SALLE B :

— le vendredi 9, à 21 heures, causerie débat : « La C.N.T. dans la révolution espagnole » ;
— le samedi 10, à 21 heures, projections de films (Los Hardes, Mourir à Madrid, etc.).

Le groupe Proudhon de Besançon édite une brochure « Francisco Ferrer et la pédagogie antiautoritaire », de Karl Schneider.

En vente à PUBLICO : 3 F.

Gestion directe n° 9 est paru toujours gratuit. Numéro spécial « Les anarchistes et les syndicats », contact PUBLICO.

Le groupe Salons-de-Provence organise toutes lesquinzaines des réunions-débats sur :

● le féminisme,
● l'antimilitarisme,
● la violence, la non-violence...

● la Révolution espagnole,
● le syndicalisme, etc...

Pour participation et contact : PUBLICO - RI, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

PRÈS DE NOUS

Les « Cahiers de l'Humanisme Libertaire » et le groupe « Civilisation Libertaire » organisent des Journées d'Etude qui auront lieu les 10 et 11 mai. Leur but est de contribuer à renforcer l'action en faveur de la propagation et de l'application de la pensée antiétatique, en intensifiant le combat commencé par nos grands devanciers et en développant son contenu théorique et pratique.

Le déroulement de nos travaux, que nous croyons utile de prévoir pour les ordonner aussi méthodiquement que possible, s'échelonnent selon les points suivants :

Samedi 10 mai : 9 h 30, sujet traité : Analyse théorique et critique du mouvement libertaire.

13 h 30 : Méthodes de lutte pour la transformation sociale.

16 h 30 : Syndicats et transformation sociale.

20 h 30 : Crise de civilisation et attitude à observer.

Dimanche 11 mai, 9 h 30 : Prise de contact des abonnés aux « Cahiers » et échange de vues correspondants.

13 h 30 : Le phénomène marxiste.

16 h : La lutte contre l'étatisme.

20 h 30 : Orientations pour l'avenir, la civilisation libertaire.

Il s'agit donc d'un effort qui intéressera tous ceux qui adhèrent sincèrement à l'idéal et à la pensée libertaire, et nous comptons sur leur présence à nos séances de travail qui auront lieu 79, rue Saint-Denis, au premier étage.

Groupes de la Fédération Anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN

OYONNAX. Groupe Libertaire.

BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER

MONTLUÇON-COMMENTRY. Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE

Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communaux.

ALPES-MARITIMES

NICE.

Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE

Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE

MARTIGUES. Liaison F.A.

SALON DE PROVENCE. Liaison F.A.

MARSEILLE

Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME

SAINTES.

Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.

CHER

VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD

GUINGUAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS

BESANÇON

Groupe Bisontin. Groupe Proudhon.

DROME

EURE-ET-LOIR

CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.

BONNEVAL. Liaison Anarchiste.

GIRONDE

BORDEAUX

Groupe anarchiste Sébastien-Faure. Le groupe Sébastien-Faure se réunit chaque mois sur convocation. Une permanence se tient tous les mercredis de 18 h à 20 h au siège, 7, rue du Muguet, ouverte aux camarades et à tous les sympathisants libertaires.

HAUTE-GARONNE

TOULOUSE.

Groupe anarchiste.

HERAULT

MONTPELLIER. Groupe libertaire.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE

TOURS. Groupe Tourangeau.

CHINON. Liaison F.A.

AMBOISE. Liaison F.A.

JURA

Groupe de Dôle.

LOIRE

SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.

Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE.

NANTES. Groupe Anarchiste.

Pour tous contacts écrire à N. Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 Reze.

Groupe Gaston Couté. Pour tous

contacts écrire à Georges Piou, 194, rue Jouaud, 44400 Reze.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER

VENDOME. Liaison F.A.

BLOIS. Liaison Blois.

MER. Liaison F.A.

LOT-ET-GARONNE

AGEN.

Groupe Increvable Anarchie, édite

« l'Increvable anarchie ».

LOZERE

MARVEJOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE

ANGERS.

Liaisons F.A.

DURETAL. Liaison F.A.

MORBIHAN

VANNES. Groupe Anarchiste.

LORIENT. Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE

NANCY.

Liaison F.A.

MOSELLE

METZ. Groupe Libertaire.

NIÈVRE

NEVERS. Liaison F.A.

NORD

LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.

Groupe Thaza

PAS-DE-CALAIS

BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND.

Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES

BAYONNE-BIARRITZ.

PYRENEES-ORIENTALES

Groupe Bakounine.

Edite « le Révolté ».

Local : 2, rue du Cimetièrre, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE

LYON.

Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

Liaison pacifiste libertaire.

NEUVILLE. Liaison F.A.

SEINE-MARITIME

LE HAVRE. Groupe Jules Durand..

BOLBEC LILLEBONNE.

Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SOMME

AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR

TOULON.

Groupe Anarchiste.

VAUCLUSE

AVIGNON. Liaison F.A.

VENDEE

Groupe Sables d'Olonne.

VIENNE

POITIERS.

Collectif libertaire.

LIMOGES.

Liaison F.A.

YONNE

AUXERRE-AVALLON.

Groupe Anarchiste.

PARIS

LIAISON DES POSTIERS - EDITE

« GESTION DIRECTE ».

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-

MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue

Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE

ou ABBESSES. Permanence assurée

par les militants du groupe, chaque

samedi à partir de 17 h. Contact

avec les militants. Colloques. Pour

tous renseignements, écrire au

local du groupe, 10, rue R-Plan-

quette ou téléphoner au 076-57-89.

13^e, 5^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO DURRUTI.

13^e, 14^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

20^e arrondissement
GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

11^e arrondissement
GROUPE ANARCHISTE - Contact Publico.

BANLIEUE SUD
GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-Reine.

GROUPE ANARCHISTE. Orsay-Bures
GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-ANTONY.

GROUPE MASSY-PALAISEAU, en formation.

GROUPE MAKHNOVITCHINA - Paray-Vieille-Poste.

CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POULENC - Vitry-sur-Seine.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy, Chennevières.

BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Seine-Saint-Denis Sud, Vincennes.

BANLIEUE NORD
GROUPE LA BOETIE - Nord des Hauts-de-Seine - Accueil : salle du centre administratif, place de la Mairie, Asnières, 2^e et 4^e mercredi du mois, à 20 h 30.

GROUPE ANARCHISTE DE POISSY - en formation.

TRESORERIE
ENVOYEZ VOS FONDS A :
YVONNE DALMEGHECHES
C.C.P. 14 277 86 PARIS.

EDITO

Paix au Vietnam 3

EN DEHORS DES CLOUS

Le fer et le poison 4
par P.V. BerthierLes fausses couches du prolétariat 4
par Pol ChenardLa Société « des Loisirs » ? 4
par Bernard Lanza

ACTUALITE

A Nancy, à Sommedieu et ailleurs 5
par Laurent

Congrès de la C.N.T. 5

L'année de la Femme ou une vasectomie
subversive 16
par Jean-Claude Devinck

ACTUALITES SOCIALES

C.F.T.: Fascisme 10
par Bernard LanzaNi caserne, ni usines. Les A.S.H. 6
par Michèle LanzaUn monde en crise: l'imprimerie 11
par Alexis Pierre

ETUDES

Les multinationales 8-9-10
par Joseph Bernet-RollandeLes 7 Mercenaires 7
par Marion Izard et Pierre E. RobinRéflexions sur le militantisme 6
par Mathilde NielLes Centrales Nucléaires:
Mieux que Damoclès 12
par E. de Severac

INFORMATIONS INTERNATIONALES

L'Affaire Marini 13
par la C.R.I.F.A.

ART ET SPECTACLE

Les Sentiers de la Gloire 14
par FloréalQue la Fête commence 14
par BernardL'Art et ses mandarins 14
par PatriceMichel Sardou: un racoleur 14
par Lanza

LITTERATURE

Le livre du mois 15
par Maurice Joyeux

EDITO

"PAIX AU VIETNAM !"

« Paix au Vietnam » — Depuis bientôt trente ans, des millions de travailleurs dans des langues différentes, ont scandé à travers le monde cette phrase symbolique, sans que cette protestation ne trouve d'échos auprès des deux grands impérialismes, l'impérialisme communiste et l'impérialisme capitaliste, qui alimentaient ces combats fratricides au nom de la liberté et du socialisme, alors que ni la liberté, ni le socialisme n'étaient concernés par cette guerre dont le but était un nouveau partage de l'influence des grands Etats dans l'Asie du Sud-Est.

Aujourd'hui, ce cauchemar, qui fit des millions de victimes touche à sa fin, réglé non pas par la lutte des peuples, mais par le sort des armes! Et chacun conviendra que cette paix quelque soit son contenu, est préférable à ces massacres dont la télévision nous a généreusement informé depuis des années. Dans la péninsule asiatique les hommes vont pouvoir souffler, regagner leur foyer, retrouver les leurs, enterrer leurs morts et soigner les millions d'êtres ravagés dans leur chair, vivre enfin! Oui la paix, n'importe qu'elle paix était préférable à ces cimetières que survolaient les engins sortis des ateliers des sociétés industrielles et qui étaient occupés par la charogne militaire qui de haut contemplait son ouvrage. Certains, au Laos, au Cambodge, au Vietnam ou ailleurs vont chanter victoire (on a vu ce gros porc de Sihanouk sabler le champagne) alors qu'il serait plus sérieux de déterminer les causes qui conduisent les peuples à se détruire pour favoriser son impérialisme au profit de l'autre. Un certain nombre de crétiens qui font la révolution aux terrasses des cafés littéraires du VI^e arrondissement vont nous parler d'efficacité comme si l'efficacité consistait à massacrer les hommes pour qu'ils vivent autrement.

Surnaçant des charniers qui infectent l'Indochine, des hommes plastronnent sur leur défaite ou sur leur victoire, les Thieu, les Lon Nol, les Sihanouk, les Pen nouk, les Minh et d'autres encore, princes, maréchaux, politiciens qui furent ou seront au pouvoir. Leur crédit parmi le peuple, le vrai, est mince et si ce peuple les a tour-à-tour acclamés, ce n'est pas pour ce qu'ils représentent théoriquement mais avec l'espoir que le triomphe d'un d'entre-eux sur les autres leur procureraient enfin la paix. Cette population qui fuit partout sans savoir où elle pourra se fixer, ou qui acclame le vainqueur quelqu'il soit nous fait bien comprendre les sentiments qui l'animent devant les hordes militaires d'où qu'elles viennent et quelque soit l'idéologie dont elles se recommandent.

Nous qui sommes loin de cette tragédie, nous devons, en écartant un romantisme d'imagerie populaire, tirer de ce drame la conclusion qui s'impose.

En Indochine, comme partout ailleurs, la révolte contre le colonialisme français et son cortège d'exploitation capitaliste fut pure! Les aspirations des hommes qui conduisirent ces premières révoltes, même si on pouvait discuter leur idéologie, furent nobles. Mais ce mouvement de libération était inscrit dans un contexte international explosif et les politiciens pour se maintenir ou se hisser au pouvoir firent appel à l'extérieur et c'est alors qu'on vit princes, maréchaux, ministres s'offrir aux impérialistes de leur choix, en échange des échanges de prébendes pour les uns, du pouvoir pour les autres et la saine révolte d'un peuple servit de champ clos sur lequel des impérialistes rivaux s'affrontaient, où Moscou, Pékin, Washington se disputaient la domination stratégique et militaire du sud-est asiatique!

La paix revenue, ce peuple crucifié va devoir affronter ses nouveaux maîtres et nos petits gauchistes marxisants chercher une nouvelle terre d'élection pour déjouer leur « révolutionnarisme de pacotille!

Cette guerre qui se termine nous apporte une leçon que nous ne devons jamais oublier: manifester sa solidarité devant un peuple martyr, c'est un témoignage devant l'histoire indispensable, mais dans l'état des forces des nations impérialistes, c'est un acte gratuit qui permet seulement, de se déjouer. Notre vieux mouvement révolutionnaire le savait bien lorsqu'il proclamait qu'on exporte pas la liberté ou le socialisme à la pointe des baïonnettes. Lorsqu'il proclamait que le soutien le plus efficace pour aider les peuples exploités, c'était de faire la révolution dans son propre pays.

Et en ça, comme en beaucoup d'autres choses, notre vieux mouvement révolutionnaire inspiré par l'anarchie avait raison sur toute cette propagande exhibitionniste inspirée par nos marxistes et qui est devenu un alibi commode!

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

France: 6 numéros 20 F
12 numéros 40 F
sous pli fermé: 6 numéros 30 F
12 numéros 60 F

Etranger: 6 numéros 30 F
12 numéros 60 F
Par avion: 6 numéros 39 F
12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom:

Prénoms:

Adresse:

Code postal:

A partir du numéro

 Abonnement Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande:

 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-Lettre

AMIS LECTEURS

A chaque sortie d'un numéro nous pensons systématiquement à celui qui suivra. A peine le temps de l'éplucher, de le critiquer que nous sommes déjà happés par les préoccupations du contenu du prochain numéro.

Nous avons conscience des limitations rédactionnelles de notre publication mensuelle, mais vous n'ignorez pas que pour nous, l'expérience d'un hebdo reste avant tout conditionnée par un problème financier qui n'échappe à personne, pas même à nos grands concurrents qui eux, par contre, disposent de moyens plus ou moins avoués pour assurer une parution régulière.

Comment faire? Le problème est simple. Il s'agit de soutenir et de développer notre journal, le propager sans cesse. Intensifier sa vente, augmenter votre participation financière. Le bout du tunnel — excusez l'expression — est à ce prix!

Les Administrateurs:

Roland BOSDEVEIX - François GARCIA

Des problèmes techniques nous ont empêchés de sortir ce numéro le premier jour du mois et, en l'occurrence, ce 1^{er} mai. Nous nous en excusons et nous espérons que nos lecteurs comprendront ces aléas indépendants de notre volonté.



LE FER ET LE POISON

M. Demirel est l'homme qui gouverne la Turquie. C'est un réactionnaire, très attaché au parti religieux, qui a fait ce qu'il a pu pour que l'Etat ottoman rompe avec la laïcité kémalienne, pour que l'homme turc se tourne de nouveau vers la Mecque en se prosternant, pour que la femme turque garde ou reprenne le voile, et pour, paradoxalement, désoccidentaliser la Turquie pro-occidentale.

Dépassé pourtant par son époque, il a été contraint malgré tout de concéder, au moins en promesses, quelques réformes sociales. Comme il n'en avait inscrit dans ses propres prévisions, il les a empruntées aux plans et aux revendications de ses adversaires politiques, qui seront bien attrapés s'il est forcé de les réaliser à leur place!

Pourquoi parler ici de M. Demirel? *Simplement parce qu'il vient de définir un programme de gouvernement qui nous semble le prototype, et pour tout dire le chef d'œuvre de ce qu'on a coutume d'appeler aïnist.*

Le premier ministre turc a constaté que la Turquie n'allait pas très bien. Ses deux mamelles, agriculture et industrie, sont flasques, molles et pendouillardes. Comment leur redonner un peu de tonus, un peu de fermeté? Comment regonfler à bloc les deux beaux tétons nourriciers? Il a trouvé, M. Demirel, et sans avoir recours à ces panacées démagogiques qui ne jaillissent que dans les cervelles d'idéalistes et d'illuminés. Voici comment il va sauver l'économie turque, menacée sur deux fronts, ou plutôt sur deux nœuds.

L'agriculture? Elle avait été mise en péril par l'interdiction de la culture du pavot. Non pas que celle-ci n'ait vraiment jamais cessé; mais l'obligation où elle s'était trouvée de devenir clandestine l'avait certes désavantagée. Depuis quelques mois, elle est autorisée à se pratiquer au grand jour, et ça va déjà un peu mieux. Dorénavant, la culture du pavot sera mieux que permise: encouragée, subventionnée, « contrôlée » par l'Etat. La paysannerie turque, c'est un fait avéré, ne peut pas vivre sans le pavot: lui en interdire la production et le commerce, c'est la ruiner, la condamner à la famine, l'acculer à la révolte. Donc, désormais, elle cultivera le pavot à tout berzingue: la Turquie rurale est sauvée.

Reste l'industrie. Elle est exsangue. Il faut la revigorer. Le chef du gouvernement d'Ankara en a découvert le moyen: la Turquie va créer et développer une puissante industrie d'armement. Une tradition l'y destine: n'est-ce pas l'empire de Mehmet II qui, le premier, se pourvut d'une artillerie lourde? Par conséquent, il est tout à fait raisonnable que les ouvriers faméliques de l'Anatolie, à qui la crise interdira d'émigrer en Bavière pour y gagner leur maigre croûte, restent chez eux et y fabriquent ces canons et ces tanks dont le monde a si grand besoin. M. Demirel a trouvé le joint: la Turquie industrielle va connaître un essor fulgurant.

Si nous avons dit que le programme du premier ministre turc était un prototype et un chef d'œuvre du genre, c'est qu'en effet il contient, il résume, il symbolise admirablement un régime et une époque.

Le pavot, c'est la drogue, et les armements, c'est la guerre. Ne rien trouver d'autre pour sauver les hommes du chômage et de la faim que ce qui les empoisonne et que ce qui les tue, nous disons que cela constitue une performance, un exploit, à se mettre à genoux là-devant!

Ah! les paysans turcs rêvent d'indigence et de disette? Qu'à cela ne tienne! Ils s'enrichiront en submergeant l'humanité des stupéfiants et des toxiques qui l'abrutissent et la dégradent. Ah! les prolétaires turcs vont en haillons et tendent la main? Vous allez voir! La prospérité va revenir à leur logis grâce aux arsenaux et aux poudrinières, et plus on s'entre-tuera dans le monde, mieux ils vivront.

« Qu'importe que l'Allemagne n'ait pas de beurre, pourvu qu'elle ait des canons! », disait Goering. La Turquie, elle, en aura en l'échangeant contre des canons (et de l'opium). Mais que fait la Turquie dans cette démonstration? C'est l'univers qui est turc, à l'heure qu'il est. M. Demirel gouverne la terre entière.

Nous vivons dans un monde et sous un régime qui, pour se sauver, n'ont plus le choix qu'entre le fer et le poison. Alors, ils les ont choisis tous les deux. Et celui qui recuse ce choix est qualifié d'« être stupide » par les bouches augustes qui prétendent nous le dicter.

P.V. BERTHIER.

Georgette RYNER N'EST PLUS

Le manque de place, nous contraindrait à reporter au prochain numéro une biographie de celle qui nous quitte. A Louis Simon, son compagnon, nous apportons ici notre solidarité dans sa peine.

Le directeur de la publication Maurice Laisant

Imp. « E.P. »
232, rue de Charenton, Paris-12^e
Diffusion S.A.E.M.
Transports Presse
Commission paritaire: N° 55.635
Dépôt légal 2^e trimestre 1975

LES FAUSSES COUCHES DU PROLÉTARIAT

La pauvreté du syndicalisme « moderne » et surpolitisé se mesure à la photo publiée en première page du numéro d'avril du Monde Libertaire. Sans nul doute, une certaine avant-garde de la classe ouvrière manifeste pour une « évolution hiérarchique ». Ou même l'avant-gardisme? L'air satisfait en bleu de travail, les slogans, en disent long sur l'avenir des luttes en cours.

Après nous avoir bassiné avec la « lutte des classes », aujourd'hui plus qu'hier, les enfants du socialisme scientifique font dans la « re-classification »: « Camarades, vous êtes déclassés, on vous reclasse! », c'est classé! C'est ainsi que la surpolitisation du syndicalisme a transformé l'hypothétique lutte des classes en « évolution hiérarchique » ce qui ne les empêche pas d'affirmer à tout vent que celui qui ne reconnaît pas la lutte des classes est réformiste.

En ce moment dans la métallurgie, après la révolte des O.S., ces cocus de tous les marchandages, qui avaient remis en cause leur sort, d'aucuns se sont penchés sur leurs cas: l'O.S. va disparaître, il va s'ennoblir, il deviendra P. 1 (professionnel première catégorie). Jusque-là, ça va, cela resserre l'éventail des salaires.

Mais toute l'agitation d'un certain syndicalisme « moderne » en ce moment tend à faire reconnaître au niveau national la classification de P. 4 (professionnel de quatrième catégorie, à ne pas confondre avec le paquet de quatre cigarettes dites de chômeur). On déplace ainsi les problèmes, un clou chasse l'autre, une catégorie chasse l'autre, la nouvelle appellation du P. 4 sera A.P. (ne pas confondre avec assistance publique, ça veut dire « agent professionnel »).

Après cent cinquante ans de propagande socialiste, d'expérience socialiste et tout et tout, sept ans après 1968, par un coup de baguette magique et dialectique, la lutte de classe est transformée en crépage de chignon des catégories. On est bien loin de la théorie de Sorel sur l'exaspération de « la lutte des classes ».

Il ne peut y avoir unité des ouvriers que si ils ont les mêmes intérêts, la formation en classe et l'exaspération de celle-ci ne peut avoir lieu que dans le rétrécissement de l'éventail des salaires de ses revenus.

En général et en particulier, le mouvement socialo-communiste est toujours en pleine contradiction. Les contradictions du socialisme autoritaire valent celles du capitalisme; et ils vivent l'un et l'autre de ces contradictions. Le capitalisme n'est pas un système, le socialisme autoritaire non plus; ils sont deux formes parallèles de pouvoir.

Le capitalisme a besoin d'une hiérarchie pour asseoir son autorité et présentement le socialisme a besoin d'une « évolution hiérarchique » pour entretenir son agitation sans issue afin de préparer les troupes à accepter l'idée de

programme commun de la gauche en sacrifiant une fois de plus l'hy-po-thétique espoir de la formation d'une classe ouvrière.

Qu'est-ce que le prolétariat? Même Marx ne l'a jamais défini, le Capital s'arrête justement là où s'annonce sa définition. Du côté du Parti communiste français, il y a eu Garaudy qui a voulu élargir la chose, il voulait l'étendre à d'autres couches, les pontes du truc on prétend qu'il en tenait une: ils l'ont vidé et à l'heure qu'il est il se sen; chrétien, il a changé d'église et de bistrot, son projet rejoint l'éternité.

Si l'on écarte la définition du prolétaire par les néo-marxistes situationnistes qui prétendent, eux, que le prolétaire est celui qui n'a aucun pouvoir sur sa vie et qui le sait (ce qui reviendrait à reconnaître comme seuls prolétaires les seuls adhérents aux thèses situationnistes et ce qui est et serait du nombrilisme) le prolétaire on ne l'a jamais vu. Par contre on a rencontré des prolétaires et on a constaté les catégories: il en existe même chez les chômeurs. Un

chef d'atelier peut très bien vivre avec son allocation de chômage, pour un manœuvre, c'est tout autre chose, la soupe populaire n'est pas la même pour tout le monde: en revanche, le manœuvre peut être reclassé, quant au chef d'atelier, il peut éternellement aller à la pêche à la ligne.

Depuis un siècle, à entendre les théoriciens successifs, « nous les grignotons les capitalos ». D'aucuns diront que les propos ci-dessus ne peuvent être que l'œuvre d'un niveleur déformé par l'ouvriérisme, cette déclaration, celle d'un individu devenu fou d'égalité.

Mais alors contradictoire! ne parlez pas de solidarité internationale, de tiers-mondisme, vous qui ne pouvez même pas faire respecter l'égalité au niveau de la famille, ne lâchez plus de larmes de crocodile sur le pillage du tiers monde vous qui dépensez plus d'énergie qu'un gardien de chèvre, à lui tout seul un gouvernement, un capitaliste pollue cinquante fois plus qu'un manœuvre, enfin passons!

Poï CHENARD.

SOCIÉTÉ "DES LOISIRS" ?

Les politiciens au pouvoir, dans chacun de leurs discours creux et démagogiques, s'efforcent de nous faire croire que cette société injuste et chaotique, basée sur le profit, serait en passe de devenir une authentique « société des loisirs ». Et, comme preuve à l'appui de leurs affirmations, ils clament que le nombre de vacanciers se rendant dans les stations de sports d'hiver augmente très sensiblement chaque année. C'est une réalité, et on pourrait en trouvant ce fait assez positif se réjouir d'une certaine « démocratisation » d'un sport jusqu'alors réservé aux classes possédantes.

Mais ne nous y trompons pas, et regardons-y de plus près. Une publicité fort habile s'attache depuis pas mal de temps déjà à faire du ski une mode, un nouveau « snobisme », et certains clubs populaires, réservés aux budgets plus modestes, se sont créés, dans le but d'attirer vers la montagne non seulement les classes moyennes, mais aussi une partie des ouvriers. Et tout le monde connaît des comités d'entreprise, qui organisent des « week-end de neige », permettant à des milliers de jeunes travailleurs de skier pendant deux jours.

Cependant, les industriels des « loisirs pour tous » ne sont pas fous. Leur rôle, c'est avant tout de rentabiliser les stations qui sont nées ou se sont modernisées au cours de ces dernières années. Alors, pour construire toujours plus d'hôtels, de rou-

tes ou de parkings, on rase les forêts, on couvre la montagne d'horreurs en béton, on saccage tout ce qui faisait la beauté d'un paysage.

On fabrique du ski pour « consommateurs », sur mesure. Peut-on appeler loisirs cet agglutinement de foules moutonnaires, sortant tout droit de leurs cités-dortoirs, cette ruée vers les pentes neigeuses, comme au mois d'août vers les plages méditerranéennes?... La neige, dans une société où tout est marchandise, devient une affaire d'or pour les promoteurs, les agences de voyage ou les fabricants de matériel. La spéculation immobilière bat son plein, avec la bénédiction des princes de l'Elysée et de Matignon. Peu leur importe, à ces défenseurs de la « qualité de la vie », qu'on esquite la nature, qu'on défigure la montagne, pourvu qu'on marche vers une « civilisation des loisirs », comme ils ont le culot de le prétendre.

Mais une telle civilisation, c'est l'évidence même, ne peut pas se faire avec eux, elle exige une société où les rapports économiques entre les hommes auront été radicalement transformés. Cette société nouvelle, enfin débarrassée de l'exploitation, c'est-à-dire autogérée, fédéraliste et libérale, c'est dès aujourd'hui que nous devons nous employer à la faire naître, par notre combat quotidien, pour que le mot loisir ne soit plus synonyme de profit.

Bernard LANZA.

A Nancy, à Sommedieue et ailleurs les "groupes d'autodéfense" préparent la répression étatique de grande envergure

Quelques « loulous » banlieusards qui font une « descente » dans un bal du samedi soir, des bagarres qui éclatent pour tout et n'importe quoi, des vols ou des pillages organisés : voilà des phénomènes qui, sans être nouveaux, apparaissent de nos jours clairement aux yeux de tous et reviennent périodiquement. Ce qui revient également périodiquement depuis quelque temps, c'est la faculté qu'ont les « honnêtes gens » à prendre le fusil de chasse au-dessus de la cheminée et à tirer sur tout ce qui bouge, en particulier quand ça a les cheveux longs et que ça n'a pas l'air d'avoir dépassé les 25 ans. On peut juger sur pièces et énumérer la liste des crimes commis de cette manière : Argenteuil 1971, Cannel-Rocheville 1973... Arrêtons-nous là, la liste risquerait d'atteindre la page 16 du présent journal.

Mais depuis un mois et demi, ces assassins en puissance ont franchi un pas de plus vers la théorie générale avec la constitution de « groupes d'autodéfense ». L'initiative a été lancée par le conseil municipal de Sommedieue dans la Meuse, avec la création d'un « comité d'intervention d'urgence en milieu rural ». Prétexte officiel : quelques loulous et une bagarre. Objet officiel : palier les carences de la police quand elle n'est pas assez nombreuse et pas assez rapide. La réaction en chaîne a suivi. Le maire de Nancy, Marcel Martin, divers gôche, veut recourir à un « corps de sécurité » ; une banlieue de Nîmes suit le même chemin (contre « une certaine jeunesse délinquante ») ; les commerçants de Pierre-Bénite, près de Lyon, créent leur « groupe d'autodéfense », avec armes si nécessai-

re ; le plus révélateur dans l'histoire est sans doute atteint, avec le sommet de la bêtise par la même occasion, par la petite commune de Raon-lès-Leau (Meurthe-et-Moselle) qui veut se doter d'un « corps de sapeurs d'autodéfense » et que le préfet de Lunéville voit d'un œil bienveillant et intéressé à condition que ceux-ci « ne se substituent nullement à l'action de police de l'Etat ». Rassure-toi, préfet, ta police et la leur n'ont pas des objectifs différents et feront à coup sûr bon ménage, comme elle le fait déjà avec les groupes fascistes, avec la C.F.T., avec tous ceux qui ont intérêt à sauvegarder l'Etat, celui-ci ou un autre.

M. Poniatowski, premier flic de France, n'a pas peur des contradictions, on dirait même qu'il s'y complait. Après avoir dit qu'il était contre les milices, il ajoutait immédiatement que les communes pouvaient en constituer. Oh ! quelle différence ! Ponia, outre le fait qu'il n'était pas pour mais qu'il était pour (c'est exactement cela !), expliquait donc que l'efficacité de ces brigades serait bien augmentée si l'on s'y mettait tous ensemble, pour détruire la « pègre ».

La PEGRE ! Le grand mot est lâché, et un énorme frisson parcourt le dos du citoyen responsable et conscient de ses responsabilités.

En 1871, la pègre, c'était les communards ; en 1921, en Russie, c'était Makhno et les anarchistes ; en 1968, c'était les étudiants et les ouvriers des barricades, au Chili, la pègre, c'est la gauche tout entière, et pour la détruire, Pinochet emploie les moyens que l'on sait. Ici on n'est pas loin d'y recourir et ça n'est pas la différence entre

le fusil de chasse et la mitrailleuse qui arrêtera notre comparaison. En 1975, la pègre, qu'est-ce que c'est ? « Ceux qui cassent tout » vous répondra le commerçant du coin. Et ce groupe contient d'après lui tant les révolutionnaires que les jeunes loulous du quartier.

Certains officiels du régime peuvent regretter de tels excès ? Mais, messieurs les hauts-fonctionnaires de l'Etat, cet état de fait, c'est vous qui en avez créé les conditions, par les opérations « coups de poing » d'un régime qui se dit libéral à tout point de vue, par l'existence même d'une police que vous défendez toujours. Vous nous dites que les « coups de poing » visent seulement les gangsters ? Ceux qui ont été pris un soir dans de telles rafles savent bien que votre argument est indéfendable. Votre « police antigang » n'est capable que de coups et d'injures racistes envers un Algérien dans un café de Saint-Germain alors, qu'elle est inapte à défendre Laïd Moussa à sa sortie de prison, et qu'il se sait menacé !

Ce n'est pas aux anarchistes que l'on apprendra l'inutilité et la nocivité des appareils de répression ! Et ça n'est pas non plus aux anarchistes que vous ferez croire qu'une telle violence, aveugle, bestiale et par essence étatique, réglera le problème des bandes qui se forment, au gré de l'ennui et de l'agressivité créés par les grands ensembles mornes que vous avez construits, pour votre plus grand profit et notre plus grande tristesse !

Laurent,
du groupe libertaire
de Fresnes-Antony.

Congrès de la C. N. T.

Réunie à Toulouse les 29, 30 et 31 mars, la C.N.T. tenait son XVI^e Congrès. Congrès d'organisation et de clarification extrêmement important au cours duquel seront abordés de nombreux points essentiels à la bonne marche et au développement de l'organisation. Rappelons qu'en deux ans la C.N.T. a vu doubler le nombre de ses unions locales.

avec d'autres camarades anarcho-syndicalistes. Cela ne saurait nous laisser indifférents.

Roland BOSDEVEIX.

Message de la Fédération anarchiste :

« Nous vous transmettons le salut des militants de la Fédération anarchiste. Notre organisation et la vôtre possèdent de nombreux atomes crochus, et ce non seulement au niveau de l'esprit ou de l'idéal commun qui nous anime mais aussi et surtout par la présence physique de nos militants parmi vous. La F.A., et vous le savez bien, n'est pas une organisation syndicale concurrente. De plus, pour nos militants il n'existe aucune obligation statutaire pour adhérer à une confédération syndicale. Ceux-ci font le choix qui leur convient selon leurs conceptions particulières. De ce fait, nous regroupons des militants syndicalistes appartenant à toutes les centrales dont, entre autre, la C.N.T. Au sein de notre organisation nous avons constitué une commission syndicaliste qui n'entend pas se substituer aux syndicats existants mais être un groupe de réflexion et de coordination permettant de définir une démarche commune à tous nos militants... »

Parmi les grands problèmes soulevés on a pu noter une réorganisation structurelle de l'organisation par la constitution de cinq grandes régions, le développement de la presse et des outils de propagande (édition de brochures explicatives, etc.), enfin une analyse de la situation internationale au sein de l'A.I.T.

Par delà ces problèmes, le congrès s'est penché sur celui de la coordination et de l'unité de l'ensemble des anarcho-syndicalistes en France. Ce fut l'occasion pour l'Alliance syndicaliste, la S.A.T. et notre organisation de participer à un débat quelquefois difficile mais dans son ensemble très positif. Dans les mois à venir, cela devrait se concrétiser par d'autres rencontres à tous les niveaux des organisations respectives. Ce congrès, et c'est sans doute l'essentiel, a très clairement marqué sa volonté de travailler sur des points communs

L'Espéranto facteur d'économie

A l'heure où l'on recherche péniblement des solutions plus ou moins heureuses pour éviter le gaspillage, l'espéranto apparaît de plus en plus, aux yeux de nombreux spécialistes, comme la solution la plus économique, non seulement pour résoudre le problème linguistique, mais aussi pour réaliser des économies appréciables dans tous les domaines de la vie internationale. Bien que son étude facilite celle des langues étrangères, l'espéranto n'en a pas moins conquis une place à part entière au milieu des langues vivantes.

Cependant, pour l'association espérantiste « SAT - Amikaro » (67, avenue Gambetta, 75020 Paris), qui vient de tenir son XXX^e Congrès à Saint-Junien (Haute-Vienne), ce sont surtout les aspects pratiques de l'espéranto sur le plan de l'éducation, des relations humaines et du progrès social qui seront mis en relief au cours de la période d'activité 1975-76. Le bilan de la période précédente est encourageant, et le public se montre généralement favorable.

SAT-Amikaro

Sauvez un homme

Lorsque vous lirez ces lignes, un homme aura entrepris depuis 9 jours une grève de la faim illimitée, en protestation de l'implantation des centrales nucléaires décidée au mépris de l'opinion publique et du péril dénoncé par les savants.

Pour sauver Pierre BRESSY et ceux qui vont se joindre à lui (car il y en aura d'autres) multipliez vos protestations et vos appels dans les jours qui vont suivre. Ecrivez-lui brièvement pour lui dire votre soutien : chemin du Bûcher, Campagne Scaglia, Quartier de la Coupienne, 83160 La Valette du Var.

Mais surtout agissez dans vos organisations, dans vos syndicats. Que Pierre BRESSY ne soit pas seul. Il ne l'est pas, déjà d'autres le suivent dans son geste, dont notre ami KRASSOVSKY qui a entrepris lui aussi une grève de la faim depuis le 1^{er} mai.

Vous ne laisserez pas mourir ceux qui veulent vous sauver.

La Fédération anarchiste.

SOUSCRIPTIONS

Mazuel	172,00	Lastarges	10,00	Anonyme	1,50
James	250,00	Sarlo	10,00	Ruan	5,00
Laisant	8,00	Beguin	10,00	Jean	5,00
Zeller	20,00	James	300,00	Hervé	2,50
Lantuejoul	5,00	Blanc	20,00	Francis	20,00
Bruz	20,00	Bichon	50,00	Jean-Pierre	10,00
Pistien	10,00	Fenouil	10,00	Anonyme	10,00
Muller	10,00	Berthier (pour Marini)	10,00	Anonyme	8,00
Deloos	10,00	Lantuejoul	5,00	Lochu	4,50
Heinemann	20,00	Mateos	4,00	Patricio	10,00
Upat J.P.	10,00	Dedieu	20,00	Jean-Pierre	10,00
Lanza	5,00	Thierry	2,00	Matéo	10,00
Lerenard	50,00	G. de Narbonne	20,00	Jocelyne	4,00
Daniel	60,00	Patrick	7,50	Marsan	5,00
Sourribes	5,00	Vincent	3,50	Hervé	2,00
Cerver	35,00	Helios	30,00	Berthe	30,00
Caro	10,00	Claude	4,50	Pierre	10,00
Menoux	10,00	Jacques	11,50		

Ni caserne, ni usine : les A.S.H.

Il est certains métiers dont les grands moyens d'information ne parlent presque jamais. C'est le cas pour les marins-pêcheurs, les ouvriers agricoles, par exemple. Mais c'est aussi le cas pour les agents de service des hôpitaux publics, ces boniches, ces femmes de ménage si vous préférez. Il est vrai qu'une majorité d'entre elles sont antillaises, réunionnaises, congolaises, et que bien peu sont natives de la métropole. Alors, pourquoi s'en inquiéteraient-ils, nos écrivains ? Ça n'intéresserait guère leurs lecteurs, vous savez ces gens « pas racistes mais... ». Les A.S.H. (agents de service hospitaliers) sont méprisées non seulement du grand public, mais aussi des syndicats, qui n'ont d'yeux que pour les infirmières, et du reste du personnel médical : secrétaires, médecins, internes... On se sent seul et inutile. A la moindre révolte, ou ne serait-ce qu'à la suite d'une mésentente entre collègues (il y a aussi des mouchards chez les A.S.H.!), c'est l'avertissement (qui empêche toute promotion) ou parfois même le renvoi.

Le travail est éprouvant, physiquement et moralement. Huit heures debout à courir d'un bout à l'autre du service ou à essayer vainement de faire manger un malade, alors que tant de travail reste à effectuer. La vaisselle à laver dans une chaleur étouffante, car ici tout se fait manuellement. Pas d'aspirateur, sauf pour la moquette du « patron » quelquefois.

Quant aux salaires pour ce boulot ingrat et fatiguant, ils ne dépassent jamais 1.400 francs par mois, tout compris, c'est-à-dire avec la prime de transport, les heures du dimanche, etc.

Pour donner une idée de ce qu'est mon travail, je voudrais raconter en détail comment se passe une journée « du matin » (6 h 30 — 14 h 50) et une journée « du soir » (12 h 45 — 20 h 45).

Le matin, à 6 h 30, on prépare le chariot du déjeuner, que l'on sert à 7 h 15, en prenant bien garde aux malades qui sont à jeun, en raison d'examen. A 7 h 30, on fait les lits, ce qui implique de changer les draps sales. A 8 h 30, c'est un gros morceau : il faut laver toutes les chambres, ainsi que le couloir.

Entre 9 h 30 et 10 heures, on arrive à souffler un peu, et à prendre un petit-déjeuner, en bavardant entre nous. Puis il faut nettoyer les lavabos, les tables de chevet et jeter les sacs à ordures, qui se trouvent derrière les tables de chaque malade.

Il y a souvent, pendant qu'on y travaille, un externe, un masseur, ou le médecin pour nous chasser de la chambre, ce qui nous retarde, bien sûr. Il y a

les cantines (les bocaux à urine) à laver, et à désinfecter, la diététique à préparer pour chaque malade, la vaisselle des gamelles.

A 12 heures, c'est le moment du régime. Il faut souvent faire manger les malades, car les infirmières n'ont jamais le temps. Tous les jours, il faut nettoyer complètement la cuisinière à gaz. A 12 h 30, on ramasse la vaisselle, que l'on lave suite, ce qui nous amène aux alentours de 13 heures. C'est tout de même un record ! Il reste à laver la cuisine, la salle de soins, à préparer le café. A 14 heures (plus souvent 14 h 15) on arrive enfin à pouvoir déjeuner. Après cela, la journée est finie. En principe, ce travail, nous sommes deux par équipe pour le faire, mais quand on est seule (2 ou 3 fois par semaine) il reste le même. Le soir, à partir de 12 h 45, il faut faire tous les w.-c., les vestiaires, la salle d'attente, le bureau du patron, de sa secrétaire, les salles de consultation, les bureaux des assistants, celui de la surveillance. Dès 14 heures, on demande s'il y a des départs ce jour-là. Si oui, il faut faire entièrement la chambre du malade partant, et tout remettre en ordre pour le prochain arrivant. Il n'est pas rare qu'il y ait cinq ou six départs le même jour. A 17 heures, on prépare le régime comme le matin. On ramasse et on fait la vaisselle jusqu'à 19 heures. Il y a à nouveau la cuisine et le couloir à laver, puis la ti-sane à passer.

Cette énumération vous aura peut-être paru assez fastidieuse, mais je crois qu'elle n'était pas inutile. La vie d'un A.S.H. n'est pas pire que celle d'un O.S. à la chaîne, mais elle n'est pas meilleure. Si j'ai voulu en parler, c'est que bien peu l'ont fait jusqu'ici. Je ne connais qu'un seul livre qui ait abordé ce problème des agents de service hospitaliers, c'est un livre récent : « Les Lingés de la nuit », de Madeleine Riffaud, et on doit l'en remercier.

Il est bien évident qu'avec un travail aussi intense, les rapports humains avec les malades ne sont pas faciles, même avec la meilleure volonté du monde.

Contrairement à ce qu'insinue une certaine presse, les infirmières ne font pas marcher les hôpitaux à elles seules. On oublie trop souvent qu'il existe aussi, le personnel de la serpillère, et que ses conditions de travail sont très pénibles. Quand donc les organisations syndicales s'intéresseront-elles sérieusement à son sort ?... Peut être, quand toutes les femmes de service, enfin unies et conscientes, prendront elles-mêmes leurs luttes en main, et exprimeront très fort qu'elles en ont « ras-le-bol ».

Michèle F. LANZA.

Réflexions sur le militantisme

Pour beaucoup « militer », c'est agir, c'est-à-dire participer activement à la vie syndicale, aux manifestations de masse, aux divers mouvements de contestation, etc. Si, bien conduite, cette forme de « militantisme » est nécessaire, elle n'est pas suffisante ; il est d'autres façons très efficaces de militer qui conviennent d'ailleurs mieux à certaines personnalités et qui complètent le militantisme plus activiste. Je veux parler de la réflexion en profondeur sur les différents problèmes posés par la vie (individuelle et sociale), sur les nouveaux mouvements de pensée et sur la pensée libertaire elle-même. Ce militantisme réflexif est trop souvent négligé et pris à tort pour un divertissement d'intellectuels et pour de vaines palabres.

Les groupes qui, sous formes de colloques, de cours, de conférences-débats, accomplissent cet effort de connaissance, de réflexion et d'éducation, non seulement font progresser l'anarchisme, mais lui évitent de se transformer en doctrine figée, en dogme, en système de référence, en slogans qu'on répète sans avoir à réfléchir par soi-même, sans avoir à se remettre en question, sans avoir à faire l'effort d'évoluer.

De plus, ces groupes qui pratiquent la recherche et l'auto-formation, jouent un rôle éducatif très important ; ils attirent à la pensée libertaire de nombreuses personnes, et particulièrement les jeunes qui ne veulent plus du militantisme autoritaire et manipulateur, tel que le conçoivent les partis. On peut donc dire que ces groupes réflexifs forment en profondeur à l'esprit libertaire et sont une excellente préparation à une action responsable, efficace et adaptée au réel.

C'est un tel groupe que j'ai rencontré dernièrement à Salon-de-Provence.

Salon est une ville moyenne de 30.000 habitants environ. Nos camarades Francine et Michel Gormès s'y sont installés il y a trois ou quatre ans venant de Martigues, où ils appartenaient au groupe libertaire de cette ville. Ils ont groupé autour d'eux progressivement trois, quatre, cinq personnes ; puis, avec le groupe *Libre Pensée* de la ville, ils ont fondé un groupe de recherche et de réflexion, qui traite de problèmes variés et qui se réunit une ou deux fois par mois. Le petit groupe du début dépasse maintenant 25 adhérents. Des membres du groupe, des invités y font régulièrement des exposés et animent des débats. Maurice Laisant est passé dernièrement à Salon ; j'y étais moi-même le 5 avril pour parler des *problèmes du couple* (1). (J'étais auparavant passée à Toulon où des efforts dans le mé-

me sens sont accomplis par Gérard Blain, malgré de grosses difficultés inhérentes au milieu.)

J'ai rencontré une quarantaine de personnes groupées autour d'une grande table ovale : pas d'esthétisme ni de disposition « scolaire » ; le conférencier se trouve au milieu des auditeurs, ce qui favorise d'emblée la communication.

Après l'exposé, le débat a été très facile, très animé. Les échanges se faisaient non seulement avec le conférencier, mais entre participants. J'ai noté qu'on était habitué à écouter l'autre avant de répondre et qu'on évitait les longs monologues afin qu'il y ait un véritable échange. De plus, malgré le niveau élevé du débat, on n'est pas resté dans l'abstrait, on a fait appel à sa *propre expérience* et à la réalité concrète ; or quand on peut être aussi sincère en public sur un tel sujet, c'est la preuve qu'il règne dans le groupe un climat de confiance et d'amitié, une recherche d'authenticité, une ouverture d'esprit, une communication et une collaboration véritables, une absence de préjugés, bref un véritable esprit libertaire.

J'ai été particulièrement frappée, par la chaleur humaine, par la liberté des échanges et par la tolérance qui règne dans ce groupe. Je pense que dans un tel climat, la plupart des participants, qu'ils soient anarchistes ou non, ne peuvent que se transformer, aider les autres à évoluer, et qu'ils n'auront envie de changer le mode de pensée et de relation autour d'eux, dans leur famille, dans leur milieu de travail, dans leurs diverses or-

ganisations, et que chacun découvrira sa façon propre de le faire.

Une telle formation, permet, en effet, d'agir sans être mu par des réflexes plus ou moins passionnels, plus ou moins contrôlés, donc d'une façon mûrie et réfléchie. En effet, le militantisme uniquement activiste peut être dangereux s'il ne s'appuie pas sur une réflexion en profondeur, sur une remise à jour des connaissances, sur une interrogation, sur un effort de renouvellement et de création continuels. Le grand danger que courent tous les mouvements politiques, y compris l'anarchisme, c'est l'endormissement et la sclérose ; c'est la fermeture sur son groupe et le sectarisme ; c'est l'autosatisfaction ; c'est de faire des militants des « soldats » et non des hommes libérés (« militant » et « militaire » viennent tous deux de « miles » = « soldat » — ne l'oublions pas !)

Mais, bien sûr, de tels groupes de réflexion doivent pour certains déboucher sur une action, adaptée aux possibilités individuelles, au milieu et aux circonstances. Cette action, elle peut être politique, mais elle peut être aussi *éducative* ; ce qu'il faut, c'est que se multiplient les esprits libertaires. Il serait nécessaire que des rencontres comme celles de Salon ou d'ailleurs aboutissent à un *travail collectif*, sous forme d'articles, de brochures, de symposium, afin que de nombreuses personnes profitent du travail très important qu'on y fait. Ainsi le militantisme actif et le militantisme réflexif pourront s'épauler et s'enrichir mutuellement.

Mathilde NIEL.

(1) Voir le numéro 17 de *La Rue*.

GRANDE KERMESSE DE LA COORDINATION
ÉCOLOGIQUE AUTIAUTORITAIRE
DE LA BANLIEUE NORD-OUEST

les 24 et 25 mai 1975

A LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE
D'HERBLAY

Chemin de Montigny, HERBLAY

DES ARTISTES — DES FILMS — DES DÉBATS

on trouvera sur place casse-croûte et boissons
stands divers

dont celui du groupe d'Asnières de la F.A.

Les campeurs seront accueillis.

LES 7 MERCENAIRES

Les majors « mercenaires » en quête de profits, de puissance, exploitent, pillent, gaspillent les ressources terrestres. De part leur force financière même, leur emprise sur une centaine de pays, par la diversification de leurs activités dans l'économie mondiale, les « pétroliers » sont les parangons des sociétés multinationales.

L'industrie pétrolière mondiale est régie essentiellement par 7 « majors », 7 compagnies multinationales : EXXON (anciennement Standard Oil of New Jersey, plus connue sous le nom d'ESSO), MOBIL OIL, STANDARD OIL OF CALIFORNIA (Chevron en Europe), TEXACO, GULF OIL COMPANY. Les trois premières sociétés sont nées du démantèlement en 1911 de la STANDARD OIL de ROCKEFELLER ce qui peut donner une idée de la puissance de ce groupe.

A ces 5 majors américains viennent s'ajouter deux compagnies européennes : la BRITISH PETROLEUM (anglaise) et la ROYAL DUTCH SHELL (anglo-néerlandaise). La COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES (dont l'Etat détient 35 % du capital et de fait le contrôle) peut être considérée comme la « petite » huitième.

Un avenir de profit

L'activité de ces compagnies ne se borne pas à l'extraction, ou à la distribution de l'or noir. Leur champ d'action est bien plus vaste.

Il s'étend à la recherche, à la production, au transport, au raffinage et enfin à la vente. Ces compagnies s'intéressent également à la chimie, premier secteur para-pétrolier (les 5 majors américains contrôlent chez eux, plus de la moitié de l'industrie chimique). Notre santé les préoccupe : en effet, on s'aperçoit que la S.N.P.A. (Société Nationales des Pétroles d'Aquitaines, contrôlée par l'Etat) pour ne citer qu'elle, détient 100 % des actions des laboratoires pharmaceutiques LABAZ, 36 % chez Yves Rocher (dont la publicité est axée sur la composition naturelle de ses produits) et on la retrouve chez Michel Robiliard et ses laboratoires d'immunologie.

La diversification de leur emprise n'a parfois que des rapports lointains avec le pétrole lui-même : BP possède 10 % des actions du parking du boulevard Saint-Germain, EXXON, une partie des installations de la gare routière de Garonor.

Les trusts pétroliers, après la hausse des prix du pétrole en 1971 (à laquelle ils ne sont pas étrangers) ont pu investir dans d'autres sources d'énergies qui deviennent, ou redeviennent (ex : le charbon) opérationnelles. Aux Etats-Unis, ils ont des participations et des programmes de recherche importants dans les sables asphaltiques de l'Athabasca, les schistes bitumineux des Montagnes Rocheuses. Ils contrôlent déjà 32 % des réserves de charbons américains, la moitié environ de l'industrie atomique en particulier les centrales nucléaires. En France, la S.N.P.A. investit pour sa part dans le nickel avec la Société Rothschild. La C.F.P., elle, associée avec le C.E.A. (Commissariat de l'Energie Atomique), mise sur l'uranium du Niger.

Elle a également passé un protocole d'accord avec Pechiney... pour l'étude du nucléaire (concernant tout le cycle du combustible). D'ailleurs Kissinger « suggérerait » de fixer un « prix-plancher » au-dessous duquel la baisse du prix du pétrole ne pourrait plus s'effectuer. Ceci permettrait aux pétroliers, qu'ils soient américains ou non, de poursuivre leurs investissements en cours.

Quelques chiffres enfin pour donner une idée de la formidable puissance financière de ces trusts : les sept majors sont dans les 15 premières entreprises mondiales ; le chiffre d'affaires d'EXXON représentait 60 % du budget de la France en 1973 ; celui de

la ROYAL DUTCH SHELL est égal au produit intérieur brut de l'Autriche, à méditer...

Les grandes compagnies pétrolières, ne se sont pas laissées « surprendre » et leur politique à plus ou moins long terme le montre bien. Car enfin, il est remarquable que les effets d'une « crise » qui les visaient théoriquement les premiers ne diminuent pas outre mesure, bien au contraire, leurs chiffres d'affaires...

Pour une politique de gâchis

En France 750.000 tonnes d'huiles sont consommées. Après utilisation, ces huiles sont soit brûlées soit tout simplement rejetées dans la nature (pourquoi pas) ou en dernier lieu régénérées. Car il est possible de les régénérer, c'est-à-dire de les rendre à nouveau aptes à la consommation. Après cette opération, elles ont les mêmes qualités techniques que les huiles vierges.

Aux Etats-Unis où cela s'effectuait sur des huiles usagées, on trouve encore, en 1965, 150 centres de recyclage. Il n'y en a plus en 1972 que 48 et la capacité de traitement a été réduite de moitié (!)...

Pourquoi ? C'est tout simple. Les pétroliers ont fait leurs calculs, la marge bénéficiaire sur les huiles vierges est de l'ordre de 75 à 80 % et elle est bien évidemment moindre pour les huiles régénérées. De plus, le prix de vente sur le marché en gros, avant la guerre du Kippour était de 400 F pour une tonne d'huile recyclée et de 800 F pour l'huile vierge. Voilà pourquoi les majors en tant que raffineurs tendent à supprimer la régénération et en empêchent tout développement. Leur politique en ce domaine est là pour le confirmer.

La S.R.R.H.U. (Société de Ramassage et de Récupération des Huiles Usagées) était la principale entreprise de ramassage et de redistribution de ces huiles en France. Si l'on est maître dans le ramassage, on est maître dans la redistribution. La S.R.R.H.U. l'a bien compris et s'est donc associée avec son principal concurrent, la C.O.H.U. Après leur fusion, cette nouvelle société avait le monopole du ramassage (rappelons que la S.R.R.H.U. - C.O.H.U. est contrôlée par B.P., SHELL et EXXON). En fin de compte les raffineurs sont les seuls maîtres d'un marché où ils sont les principaux concurrents !

Pour conserver son monopole la S.R.R.H.U. - C.O.H.U. applique une politique de fixation artificielle des prix, ce qui a pour effet d'éliminer d'éventuels petits ramasseurs indépendants. Par exemple : elle augmente le prix de reprise des huiles ; deux solutions se présentent aux ramasseurs indépendants, ne pouvant suivre la sur-enchère : soit ils disparaissent, soit ils signent un contrat d'exclusivité avec cette dernière. Mais on pourrait s'étonner des clauses de ce contrat. Le ramasseur indépendant se voit imposer le prix de rachat des huiles usagées, ainsi que sa marge bénéficiaire (qui selon les dires des ramasseurs est de 6 à 7 centimes le kilo, ce qui recouvre à peine leurs frais).

Aux Etats-Unis, les majors ont fait en sorte que la mention « huile déjà utilisée » soit obligatoire sur tous les bidons d'huiles recyclées. Conséquence logique : aux yeux du consommateur cette huile est suspecte. Il va de soi que la vente s'en ressent.

Ainsi par le biais du ramassage, les raffineurs étouffent les techniques de régénération. Les profits l'emportent sur la sauvegarde de l'environnement. A eux les dollars, à vous la pollution ! Tout ceci sous l'œil complaisant de l'Etat, qui on peut s'en étonner en ces temps de pénurie (?) où la grande mode est à la récupération ou plutôt « simili-récupération », ne bronche pas !

En fait il connaît et participe à ces magouilles par son mutisme même.

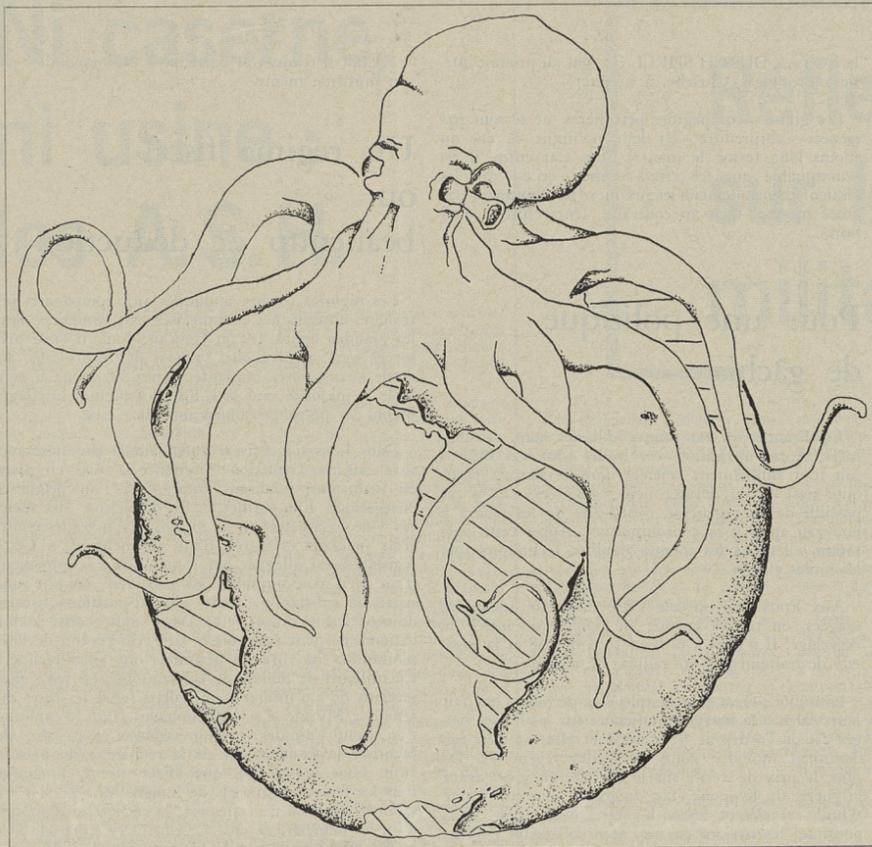
Un régime fiscal ou beaucoup de déduction

Les régimes fiscaux appliqués aux compagnies pétrolières américaines et françaises sont similaires dans les grandes lignes. L'Etat français, voulant ainsi préserver son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, accorde aux sociétés implantées chez lui (dont il contrôle la majorité sauf la C.F.P.) les mêmes privilèges qu'ont les pétroliers américains chez eux.

Dans le système fiscal américain la première mesure est la « Depletion Allowance », mise en place en 1926, pour soi-disant sauvegarder l'indépendance énergétique. Elle permet en fin de compte aux sociétés « de récupérer 10 à 20 fois les investissements réels pendant la durée d'un gisement (1) ». Cette législation est alléguée par le fait que « l'équipement d'un bien consommable est considéré comme une perte de substance » dont « les dispositions fiscales doivent tenir compte » (2). Dans l'année cette « allocation » ne peut dépasser 50 % du revenu de l'exploitation. En 1972 les pétroliers ont ainsi récupéré 1,6 milliard de dollars de subventions ; en 1975 elles seraient de 2,9 milliards de dollars selon les dires du sénateur Muskie. La déduction des coûts d'exploitation vient s'ajouter à la précédente et ce afin de favoriser le financement de la recherche du pétrole brut. C'est à cet effet que l'Etat prend en charge tous les frais immatériels de forage « que ce soit les salaires, les frais de transport, la recherche d'un terrain, les pourparlers, etc... ». Ainsi à ce sujet M. S.G. ROSS ne manque pas d'humour : « les dépenses effectuées à l'occasion de l'exploitation et du développement doivent être inscrites en entier, immédiatement au-dessous des impôts ; ceci s'applique aux dépenses faites à l'étranger de la même manière que celles faites aux Etats-Unis. Les dépenses faites à l'étranger doivent être par l'intermédiaire de filiales locales, mais ceci n'est qu'une exigence formelle qui ne présente, d'habitude, aucune difficulté pratique ». Avec cette déduction les pétroliers déchargent 48 % de leurs dépenses effectuées sur les dos de gouvernements à l'étranger.

Enfin le crédit d'impôts étrangers, institué en 1939 et devenu opérationnel en 1950, montre bien les liens existant entre la politique étrangère des Etats-Unis et les grandes compagnies. Cette déduction apparaît, semble-t-il, pour éviter la double imposition (comme son homonyme français, le bénéfice consolidé). En fait pour raffermir leur mainmise dans l'économie et, par là-même, dans la politique des pays arabes, les Etats-Unis demandent aux compagnies pétrolières de payer désormais un impôt aux Etats producteurs correspondant à 50 % de leurs bénéfices (il est déterminé par la différence entre le coût de production et le montant des prix affichés). Cet impôt vient « évidemment » en déduction de l'impôt dû au gouvernement américain. En fin de compte, on assiste avec cette mesure à un transfert de fonds du trésor des Etats-Unis vers les caisses des gouvernements arabes (surtout de l'Arabie Saoudite) par l'intermédiaire des sociétés pétrolières. Les raisons en sont fortes claires. Mr Mc Ghee (ancien assistant auprès du Secrétaire d'Etat de 1949 à 1951, de surcroît propriétaire de « Mc Ghee production and Co » et directeur de Mobil Oil...) déclare : « A cette époque, la menace principale qui pesait sur le Moyen-Orient était la possibilité de voir les leaders nationalistes agir pour renverser des régimes qui étaient relativement absurdes et corrompus et qui n'étaient pas en harmonie avec le monde moderne. Il y avait aussi toujours à l'arrière plan la réaction des pays arabes à ce qui se passait ailleurs. Par exemple, s'il y avait eu une mainmise communiste en Iran, nous nous

(Suite page 10)



I - MULTINATIONALES et l'impérialisme

Les lignes qui suivent ne constituent nullement une étude exhaustive du phénomène multinational et des problèmes qu'il soulève. Réalité complexe, des centaines de pages n'y suffiraient pas.

Il s'agit plus simplement d'essayer de dépasser les constatations les plus évidentes afin d'introduire une étude plus complète (certains aspects de l'impérialisme et de son évolution sont volontairement ignorés dans ce qui suit) qui pose la problématique de l'internationalisation du capital dans sa totalité organique.

L'internationalisation de la production (si l'on se réfère à l'organisation du capital) s'est traduit par le développement de firmes multinationales (firmes dont la maison-mère est située dans un pays déterminé et qui installe des filiales à l'étranger). Elles ne constituent pas néanmoins l'élément explicatif de l'internationalisation ; elles n'en sont que la superstructure juridique et administrative.

75 à 80 des 200 plus grandes firmes américaines et 200 firmes européennes, si l'on considère qu'une F.M. est une firme dont 25 % des ventes, des investissements, de la production, de la main-d'œuvre sont hors du pays de sa maison-mère, peuvent être considérées comme telles. En 1972, leur chiffre d'affaires global était estimé à 300-450 milliards, soit 15 à 20 % du produit social brut du monde capitaliste.

Ce sont les F.M. américaines qui dominent encore largement le phénomène multinational bien qu'elles soient directement concurrencées par les

F.M. d'origine européenne et japonaise (en effet depuis la fin de la 2^e guerre mondiale les capitaux européens et japonais se sont développés plus que ceux en provenance des Etats-Unis), comme l'indique ce tableau sur les investissements directs entre l'Europe, les Etats-Unis et le Japon en 1969 (1) :

ORIGINE	U.S.	EURO. OCCI.	JAPON
U.S.	—	21,6	1,2
EURO. OCCI.	8,5	—	> 1
JAPON	0,2	> 1	—

Les raisons de s'implanter à l'étranger

Un certain nombre de théories voient dans les spécificités de l'environnement international les causes de la multinationalisation (2). Elles ont en commun de traiter toutes des conditions de travail des F.M. :

- Les **tarifs douaniers** qui constituent des barrières aux exportations. Pour éponger leurs frais

LES MULTINATIONALES

par Joseph BERNET-ROLLANDE

douaniers tout en gardant leurs prix compétitifs les capitalistes ne peuvent préserver leurs profits (encore moins les augmenter). Pour contourner l'obstacle, ils vont être amenés à s'installer dans le pays protégé.

- **L'éloignement** : certains produits causent des problèmes de transport (nature, prix...). Il est plus facile de produire près de leur lieu d'origine (c'est par exemple le cas des cimenteries).

- Enfin le dernier facteur d'incitation au déplacement physique des F.M. provient des **mécanismes de financement**. Les taux d'intérêt pratiqués dans le pays d'accueil et celui de la société-mère s'établissent à des niveaux différents ; les conditions de reproduction du capital, financièrement parlant, peuvent y être meilleures.

L'ensemble de ces théories si elles montrent les causes qui incitent les capitalistes à produire ailleurs que chez eux, n'en sont pas moins essentiellement descriptives ; elles n'expliquent pas les causes profondes de l'internationalisation du capital. C'est dans le développement contradictoire du M.P.C. (mode de production capitaliste) et sa dynamique, la baisse tendancielle du taux de profit qu'il va falloir le faire.

Accumulation et baisse tendancielle du taux de profit

La concurrence que se livrent entre-eux les capitalistes se fait au détriment de ceux qui n'ont pas pu baisser leurs coûts de production ou augmenter la productivité du travail, c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas pu développer leurs capacités productives (outillage) car cela exige une accumulation de plus-value (sur-travail non payé, extorqué aux travailleurs) de plus en plus importante.

Pour que s'opère effectivement cette tendance à accumuler, il faut que le taux de profit et les débouchés soient suffisants. Cela s'est manifesté historiquement par la monopolisation de certaines branches. Seulement le capitalisme, et ce dès la fin du XIX^e siècle, va être pris dans la contradiction suivante : limiter l'offre en freinant la production (du fait de la monopolisation les capitalistes se sentent protégés) favorise l'augmentation des prix donc des profits, ce qui permet l'accumulation de nouveaux capitaux ; mais ces nouveaux capitaux ne peuvent être investis dans la même branche car cela signifierait un accroissement de la capacité de production, de la production et donc une baisse des prix et des profits.

Dès lors le problème, pour la bourgeoisie, va être de contrecarrer la baisse du taux de profit.

Le taux de profit est le rapport entre la valeur supplémentaire qu'on obtient avec un certain capital et la valeur de ce capital. En d'autres termes il s'agit du rapport de la masse de plus-value (PL) sur l'ensemble du capital : Capital constant (C, machines et matières premières) et capital variable (V, force de travail), soit :

$$\frac{PL}{C + V}$$

ou encore si on divise chaque membre du rapport par V (ce qui ne le modifie en rien) :

$$\frac{PL/V}{C/V + 1}$$

ce qui permet la mise en évidence du taux d'exploitation (ou taux de plus-value), PL/V, de la composition organique du capital, C/V, et de la rotation du capital.

Sous les effets de la lutte de classes et de la concurrence inter-capitaliste, la composition organique du capital a tendance à croître et le taux de profit du même coup a tendance à baisser.

Pour atténuer les effets de cette baisse (qui se manifestent par la stagnation ou les crises de surproduction), la bourgeoisie a de multiples moyens (3), notamment l'impérialisme.

L'impérialisme

Le capital a par nature une vocation mondiale. « Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. (...) Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; (...) en un mot, elle se façonne un monde à son image (4) ». Dès lors la vérité fondamentalement tautologique du M.P.C. va résider dans sa finalité sans fin ; l'extension sans cesse de son marché, après avoir été sa base devient son résultat. C'est pourquoi il convient d'appréhender l'économie mondiale non pas comme la somme des économies nationales, mais comme le développement au niveau mondial du rapport social de production capitaliste et de ses contradictions.

« Les racine de l'expansion capitaliste se trouvent (...) aussi bien dans les conditions d'achat que dans celles où s'opère le processus même de production ou de vente. En fonction de cela, de façon générale, trois problèmes : le problème des marchés des matières premières et de la force de travail ; le problème des nouvelles sphères d'établissement du capital ; enfin, le problème des débouchés » (5).

Il se crée alors une relation de domination des pays capitalistes sur les pays coloniaux et semi-coloniaux : leurs rapports commerciaux et financiers donnent naissance à deux formes d'exploitation qui viennent contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. La première s'effectue par l'intermédiaire de la « détérioration des termes de l'échange » (6) ; du fait de l'écart grandissant entre le prix des marchandises en provenance des pays capitalistes et celui en provenance des pays coloniaux et semi-coloniaux, ces derniers perdent de leur pouvoir d'achat (et ce malgré « l'aide » des pays capitalistes). La deuxième s'effectue par le biais des exportations de capitaux ; le M.P.C. s'installe là où les monopoles n'existaient pas encore.

Les monopoles capitalistes réalisent dans les pays où ils s'installent des surprofits (c'est-à-dire des profits supérieurs à ceux réalisés dans leur pays d'origine) : l'achat de matières premières à bon marché qui entraîne une baisse du capital constant (C) et le taux de plus-value très élevé dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (7) jouent ainsi dans le sens d'une force qui contrecarre la baisse du taux de profit.

Pour finir

Les F.M. ne doivent pas être considérés dans leur aspect phénoménal mais comme un moment inévitable du capitalisme. Elles sont la manifestation visible de la concentration et de la centralisation internationales du capital (en tant que forme d'organisation déterminante) : du fait du caractère limité du marché et de l'importance des capitaux nécessaires à la production qui pousse celle-ci à dépasser le cadre national, de la tendance à la spécialisation et à la différenciation des produits (une même firme « s'étend » sur plusieurs secteurs), de la division internationale du travail...

L'internationalisation du capital comme rapport social saisi au niveau de l'achat de la force de travail dans le but de produire de la plus-value, devient par là même, la base objective de la riposte des travailleurs au pouvoir du capital : l'internationalisme prolétarien.

Elle rend dérisoire l'illusion d'une transformation sociale par la saisie du pouvoir d'Etat et vaine

toute tentative d'établir le socialisme dans un seul pays.

La révolution sociale (qui est par essence gestionnaire, égalitaire et anti-étatique) sera internationale ou ne sera pas.

NOTES

- (1) In A. FARHI : « Les firmes multinationales américaines : faits majeurs », dans schéma général d'aménagement du territoire (DATAR), les firmes multinationales (Documentation française).
- (2) Voir C.A. MICHALET : « Pourquoi les entreprises deviennent-elles multinationales ? Dans Colloque International C.N.R.S. de Rennes, 1972.
- (3) Par la concentration et la centralisation du capital, la politique économique de l'Etat.
- (4) Karl MARX et Friedrich ENGELS : « Le manifeste communiste » (1848).
- (5) BOUKHARINE : « Der imperialismus und die akkumulation des kapitals ».
- (6) Les termes de l'échange sont :
 - le prix des exportations des pays coloniaux et semi-coloniaux vers les pays capitalistes,
 - le prix des importations des pays coloniaux et semi-coloniaux en provenance des pays capitalistes.
- (7) Du fait des conditions sociales l'exploitation y est plus forte : pour des raisons historiques et sociales la force de travail y est moindre.

II - MULTINATIONALES et sous-développement

Les bases d'un système

Nous présentons ici les traits principaux de l'influence des firmes multinationales dans les pays « sous-développés » (1).

Si le « sous-développement » semble difficilement définissable, on peut, malgré tout, le considérer (de façon simplifiée) comme le sous-développement du mode de production capitaliste dont le processus va apparaître à travers l'étude du « développement inégal et combiné » ; **inégal** dans le sens où des différences apparaissent dans le stade productif atteint (non seulement entre pays capitalistes mais surtout entre ces pays et les pays coloniaux), **combiné**, car des techniques productives modernes vont cotoyer, dans certains pays, des traits d'arriération.

Les conditions de survie du capitalisme passent par le maintien et l'extension de l'accumulation de capitaux, qui régénèrent les rapports de production (2).

De ce fait le caractère « mondial » du capitalisme provient de la nécessité d'accumuler plus. C'est d'ailleurs de l'internationalisation du capital que naîtra la base théorique de l'internationalisation des travailleurs. De plus, le processus de production est « hiérarchisé » puisque fondé sur la loi du développement inégal et combiné présenté plus haut. Dans ce cadre impérialiste, nouveau stock du capitalisme, où l'on assiste à la damnation des pays capitalistes sur les pays coloniaux qui voient leurs structures archaïques disparaître (développement combiné) sans que se développe un capitalisme national, va s'inscrire l'étude des

rapports entre pays « sous-développés » et multinationales.

Ces pays répondent à 2 exigences du capitalisme :

- l'exportation et l'importation de marchandises
- l'exportation de capitaux.

Les trusts vont donc s'installer dans ces pays où ils disposent de droits extrêmes, en essayant (et souvent réussissant) de s'approprier tous les biens intéressants qui s'y trouvent. Ils représentent alors « a state in a state », leur rayonnement étant non seulement économique mais encore politique (3). Il est des cas où les multinationales décident de discuter « de gré à gré » avec l'Etat, les pays « sous-développés » deviennent alors des pantins aux mains des puissances impérialistes.

On assiste alors d'une part à un transfert de plus value des pays « sous-développés » vers les pays capitalistes, et d'autre part à une perte de valeur et à l'accélération du processus de sous-développement.

L'exploitation dont sont victimes ces pays, présente des résultats à deux niveaux : elle favorise l'accumulation du capital, notamment par le maintien d'un taux de profit élevé (voir plus loin) et permet aux capitalistes de faire bénéficier la plus value acquise dans les pays coloniaux à une partie de la classe ouvrière de leur pays. Si la bourgeoisie effectue ce transfert c'est qu'elle doit faire face à des contradictions exacerbées, d'autant plus fortes qu'elles se situent dans des pays au mode de production avancé (4) On devine également, aisément le dessein politique de la bour-

(Suite page 10).

MULTINATIONALES

geoisie : faire bénéficier une partie de la classe ouvrière de la « plus value coloniale » c'est essayer de diviser le prolétariat (5). C'est cela qui servira d'ailleurs d'assise historique à l'opportunisme.

A ce niveau de l'analyse les auteurs présentent des relations différentes :

- Pour les premiers il y a exploitation des pays « sous-développés », acquisition de plus value, puis transfert atténuant les contradictions et à dessein politique.
- Par les autres la combativité des travailleurs capitalistes favorise l'exacerbation des contradictions. Les augmentations de salaires de ceux-ci impliquent l'exploitation accrue du prolétariat des pays « sous-développés ».

Le problème : l'exportation des capitaux

Malgré ces diverses analyses, l'important est de constater que la primeur revient à l'exportation des capitaux. En effet bien que des possibilités d'investissement intérieur existent, les capitalistes préfèrent investir dans des endroits à rendement élevé où il est possible de maintenir de bas salaires, donc dans des pays « sous-développés ».

L'inégalité des salaires est rarement introduite dans l'analyse du phénomène multinational ; or la différence géographique des coûts de production va permettre de préciser le processus de multinationalisation. Les F.M. ne répondent pas seulement à la nécessité de trouver de nouveaux débouchés, elles s'insèrent parfaitement dans les moyens trouvés par les capitalistes pour contrecarrer la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

Le taux de profit (6) est le rapport entre la plus value extraite de l'exploitation et la totalité du capital investi (7). Il tend à devenir de plus en plus faible et les capitalistes ont des difficultés à résoudre ce problème dans les pays développés.

Les F.M. vont bénéficier de surprofits dans les pays « sous-développés », luttant ainsi contre cette baisse tendancielle, car elles vont avoir des matières premières à bas prix (8) mais leur action sera encore plus importante sur le taux d'exploitation (9).

Le sous-développement du mode de production capitaliste s'accompagne d'un sous-développe-

ment des organisations du prolétariat, d'un moindre développement des besoins créés par le capitalisme. Le taux d'exploitation est ainsi élevé quant aux différences géographiques de salaires, elles n'ont rien de surprenant. Elles s'insèrent parfaitement dans la théorie du développement inégal et combiné.

L'empire multinational s'insère donc dans l'espace mondial hiérarchisé : les flux des capitaux vont des pays développés vers les pays sous-développés (investissements), les flux marchands dans l'autre sens (les surprofits réalisés étant bien entendu rapatriés).

Les F.M. dépendent du pays développé. Elles y ont leurs principaux débouchés et seul l'Etat du capitalisme international dictera leurs décisions. Elles sont désormais devenues de terribles puissances économiques et politiques.

Joseph BERNET-ROLLANDE.

Notes

(1) Si « sous-développement » est mis entre guillemets, c'est pour se démarquer du sens péjoratif qu'a voulu lui donner la bourgeoisie mondiale, en cherchant dans des causes exclusivement nationales les raisons du « sous-développement ».

(2) Les capitalistes acquièrent de la « plus value » par l'exploitation de la classe ouvrière. Cette « plus value » permet la reproduction du rapport exploitateur-exploité.

(3) Voir à ce propos (entre autres) l'IRAN.

(4) C'est simultanément, scientifiquement que le mode de production capitaliste et ses contradictions naissent. Plus le mode de production capitaliste se développe, plus les tensions sociales sont grandes.

(5) La bourgeoisie ne transgresse sa propre légalité qu'en dernier recours, aussi elle prévoit des réponses politiques, légalistes, électoralistes. Elle pourra ainsi s'appuyer sur les partis réformistes et opportunistes ne serait-ce que pendant un court laps de temps.

(6) Pour plus de détails se reporter à l'article de Joseph BERNET-ROLLANDE sur l'impérialisme et les F.M.

(7) Le capital investi est composé des machines, des matières premières et de la force de travail.

(8) Les F.M. s'installent en effet dans les endroits où elles sont extraites (ex : le pétrole au Moyen-Orient). Les coûts sont aussi minimisés (peu de frais de transports...).

(9) En effet la valeur de la force de travail dans les « pays sous-développés » est moins grande son contenu historique et social faible.

Notules

(1) - (2) In le « Rapport de la Commission Parlementaire sur les sociétés pétrolières opérant en France ».

(3) In « sous-commission d'enquête sur la crise pétrolière » (Etats-Unis 1973).

(Suite de la page 7)

serions attendus à une menace semblable dans les Etats arabes ». On peut même voir en 1950 une déléguation vénézuélienne au Moyen-Orient propager le concept 50/50 déjà en application chez eux. Inutile de dire que les Etats-Unis ne sont pas étrangers à cette manœuvre et que tout ceci n'est pas pour déplaire à l'A.R.A.M.C.O. (groupe des sociétés opérant en Arabie Saoudite) qui, avant cette mesure, payait 25 cents le baril de pétrole, alors que par la suite il ne lui coûtera plus rien.

Après toutes ces déductions il est intéressant de voir le taux d'imposition sur le bénéfice que ces sociétés payent effectivement, le taux théorique étant de 48%. On peut lire dans le rapport de la commission américaine de la Chambre des Représentants (1969) que ce taux de 1962 à 1967 varie de 4% à 8,8%, alors que l'Atlantic Richfield ne paye rien. Le taux d'imposition de Texaco par exemple n'est que de 1,7% pour 1971 (3). Un professeur d'Harvard, Mr Jenkins, déclare que les pétroliers peuvent faire face à n'importe quelle éventualité jusqu'en 1978 avec leurs excédents accumulés.

Fait non négligeable, les seuls renseignements que possède le ministère des Finances sont les déclarations des sociétés. L'imposition effectuée sur les majors américains est donc presque nulle.

Le rôle que joue actuellement le pétrole dans l'économie, ses ramifications dans différents secteurs (reconversion, actions détenues...) font des trusts pétroliers une formidable puissance politique de dimension mondiale.

A ce titre, que ce soit à travers la maîtrise du pétrole ou de nouvelles formes d'énergie (le nucléaire) c'est le procès de l'internationalisation du capital qui est plus que jamais à l'ordre du jour.

Marion IZARD - Pierre E. ROBIN.

(1) et (2) « Rapport de la commission parlementaire sur les sociétés pétrolières opérant en France ».

(3) « Sous-commission d'enquête sur la crise pétrolière » (Etats-Unis 1973).

C. F. T. = FASCISME

(Suite)

DE BIEN CURIEUX « OUVRIERS SPECIALISES »

Le procès qui oppose la direction de Berliet au syndicat CGT de l'entreprise a donc repris comme prévu le lundi 21 avril. On sait (voir mon article : CFT = fascisme, dans le ML de février) qu'il s'agit, pour la CGT, de prouver la collusion des dirigeants de Berliet avec une société de travail intérimaire, la SITER, afin d'implanter dans l'usine de Vénissieux un syndicat CFT.

Eh bien, l'affaire a été à nouveau reportée, les défenseurs de Paul Berliet, de Brégeon et Boccuillon (directeur et directeur adjoint des relations avec le personnel) se débattant, et réclamant un supplément d'information.

A l'issue de l'audience, les res-

pensables cégétistes ont tenu une conférence de presse, au cours de laquelle on a appris bien des choses intéressantes dans la bouche d'un des témoins cités par la CGT, et qui aurait dû normalement être entendu devant le tribunal correctionnel. Ce témoin, Michel Rouzaud, est l'ancien comptable de la SITER, qu'il a quitté en mars 75, soi-disant victime d'un chantage.

C'est à lui qu'il revenait de payer les intérimaires, désignés sous le terme de « spéciaux », et qui touchaient 3.200 francs, plus des indemnités de Berliet facturées par la SITER. Il y eut ensuite une section d'O.S., destinés en principe au service de nettoyage, mais dont la mission réelle était la surveillance et la fouille des locaux et des placards syndicaux. Ceux-ci étaient payés

par la société Lunic, dont le siège est à Paris, et à la tête de laquelle on retrouve (tiens, bizarre !) Gaillard, le PDG de la SITER. Qui étaient ces OS ? D'anciens légionnaires, ou même des ex « droit commun », recrutés, selon Michel Rouzaud, par le chef de sécurité de Peugeot. Ces curieux travailleurs avaient à leur disposition des matraques, des revolvers et même des grenades, ainsi que du matériel pour installer des écouteurs téléphoniques.

Cypriano, directeur de la SITER, aurait signé un document, signalant l'achat d'armes et de munitions pour une somme de 9.200 francs, transformé ensuite en facture de ... frais de gardiennage.

Tous les bulletins de salaire des « spécialistes » portaient, au

crayon, la mention : « à l'attention de M. Brégeon », et passaient entre les mains de Rouzaud. Selon ce dernier, l'un des membres du commando de la SITER, sans doute trop bavard ou pas suffisamment docile, aurait été retrouvé mort dans une décharge publique, en septembre 1974.

Comme on le voit, cette affaire prouve, s'il en était besoin, que les mœurs du patronat ressemblent à s'y méprendre à celles des truands les plus chevronnés. Cette peur des possédants devant les organisations des travailleurs doit nous inciter à redonner au syndicalisme son rôle émancipateur, à en faire l'instrument capable de promouvoir une société d'hommes libres et responsables. Continuons donc à défendre dans les syndicats ouvriers nos idées libertaires, opposons-nous au bureaucratisme, luttons contre la hiérarchie des salaires. C'est une tâche dure, longue, éprouvante, mais combien utile et exaltante, pour qui souhaite vraiment que le monde « change de bases ».

Bernard LANZA.

COMMUNIQUÉ

Samedi 22 mars s'est tenu à Nice un meeting fasciste.

Le soir même, les fascistes se sont adonnés à des « ratonnades » visant particulièrement les quartiers arabes de la vieille ville et les bars fréquentés par les gauchistes. Deux de nos camarades ont été victimes de ces agressions violentes.

Nous ne tolérerons pas cette recrudescence du fascisme, protégée par une administration complice. Il faut étouffer le fascisme dans l'œuf avant qu'il ne soit trop tard.

Le fascisme ne se discute pas. Il se détruit !!!

Groupe Anarchiste Insurrection, Nice.

Vient de paraître
Dossier
transport-économie n° 3
 Prix 3 F.
 en vente à Publico

Un monde en crise :

L'IMPRIMERIE

La presse parisienne n'avait pas connu de conflit important depuis 1947. On se souviendra de l'attitude du « camarade » ministre du travail Ambroise Croizat qui stigmatisait ces « aristocrates de la classe ouvrière » et préconisait le retroussage de manches... Depuis début mars le « Parisien Libéré » sort irrégulièrement et le conflit qui oppose le P.D.G. Amaury à ses ouvriers continue allégrement. Le but est clair : faire reculer les acquis du Syndicat du Livre dans la région parisienne. C'est-à-dire essentiellement le contrôle de l'embauche et les conventions collectives, (fixant entre autre le nombre de travailleurs pour une pagination donnée). Il est certain que l'issue de cette lutte sera décisive pour les travailleurs de la presse. Amaury a déjà tenté d'éditer des éditions pirates en province. Le Comité Intersyndical (Syndicat général du Livre, Chambre syndicale typographique parisienne, Syndicat des correcteurs, Syndicat du personnel) a organisé la riposte. Retrouvant les vertus de l'action directe, des éditions pirates furent confisquées à Saint-Maur, Aubervilliers, Rouen, Fourmies... des travailleurs du livre étant poursuivis, des plaintes pour vol ayant été déposées. A l'heure où nous écrivons ce conflit est loin d'être terminé. Nous y reviendrons dans le prochain numéro du M-L. Il nous a semblé intéressant de dresser un bref panorama de l'imprimerie en France et du Syndicat du Livre.

La crise

La crise touche de nombreux secteurs, mais ceux qui subissent un bouleversement technique sont le plus durement touchés ou même voués à disparaître. Ainsi l'imprimerie voit ses procédés de composition se moderniser, abandonnant ainsi des procédés inventés au 19^e siècle. En effet la photocomposition (procédé photographique comme son nom l'indique) remplace peu à peu la typographie (procédé utilisant des caractères en plomb). Ceci n'est pas un simple changement de technique, cela va plus loin et entraîne un changement de mentalité. Il suffit pour s'en convaincre de comparer l'ambiance d'une imprimerie « typo » avec celle d'un atelier de photocomposition. Dans la première entreprise travaillent tout d'abord des ouvriers. Que ce soit à la composition (typographes, correcteurs, clicheurs, fondeurs...) ou aux machines (conducteurs, receveurs...), tout le monde a un contact manuel dans son travail. On se salit les mains avec l'encre ou le plomb, on ne s'entend pas avec le bruit des machines. La présence du plomb « conditionne » l'atmosphère d'une imprimerie. Même si les salaires sont élevés (dans la presse par exemple), les travailleurs se considèrent comme des ouvriers du livre. Au contraire l'aspect d'une imprimerie de photocomposition est tout autre. Moquette et meubles « design » donnent le ton. Le personnel est souvent non professionnel, donc étranger aux traditions du syndicat du livre. Ces imprimeries sont souvent déclarées en tant qu'« industries photographiques », ce qui les dispense d'appliquer les conventions collectives en vigueur dans l'imprimerie. La photocomposition va donc dans un avenir proche remplacer le procédé par le plomb. Il importe que les travailleurs du livre ne laissent pas une fois de plus les choses se régler sur leur dos.

Il existe toute une tradition de luttes dans le Syndicat du Livre. Quelque soit le jugement que l'on peut porter sur son action, ce syndicat a toujours rassemblé en son sein la grande majorité des travailleurs du livre, n'ayant pas connu d'importantes scissions, ce ce soit au moment de la C.G.T.U. ou à la Libération, à la naissance de Force Ouvrière. Il a donc conservé dans l'organisation toutes les tendances du mouvement ouvrier, tout au moins dans certains secteurs. Ceci étant dit pour constater que le Syndicat du Livre C.G.T., sans juger, répétons-le encore une fois, de la valeur de son action, représente pour la majorité des ouvriers du livre un

gage de sérieux, de constance contre lequel se buttent les critiques des révolutionnaires d'extrême-gauche, pour quelque fondées qu'elles soient !

Mais qui est-il en fait ce Syndicat du Livre, qui apparaît aujourd'hui comme une lourde et puissante machine qui tend à freiner plutôt qu'à soutenir les luttes actuelles ?

Du corporatisme au syndicalisme révolutionnaire...

Longtemps les ouvriers de l'imprimerie, essentiellement les typographes (le procédé de linotype n'intervient qu'à la fin du 19^e siècle), se sont organisés sur une base essentiellement corporative. Les revendications étaient d'ordre économique, l'activité se réduisant à la préparation de « banquets fraternels ». Ainsi citons par exemple la Chambre syndicale des correcteurs d'imprimerie (créée le 27 novembre 1881) qui n'avait qu'un lointain rapport avec ce que nous entendons par syndicat. Comme la plupart des « confréries » de l'imprimerie depuis le moyen-âge, c'était plutôt un rassemblement d'amis, de confrères qui se réunissaient pour échanger de « bons tuyaux » sur la profession et défendre leurs privilèges. On est loin de l'esprit qui animait le « Manifeste des soixante » !. Ce n'est en fait qu'avec la création de la C.G.T. que les minorités révolutionnaires purent se manifester dans le Syndicat du Livre. De petits syndicats comme le syndicat des correcteurs étaient souvent en opposition avec leur Fédération et d'accord avec le Bureau Confédéral de la C.G.T. (surtout dans la période 1904-1914, « âge d'or » du syndicalisme français). Le Syndicat du Livre a donc, au cours de son histoire, toujours assumé un rôle réformateur, secouru de temps à autre par ses courants révolutionnaires.

Les limites de cet article ne nous permettent pas d'approfondir l'histoire du mouvement ouvrier dans le livre, mais nous pouvons constater que dès la fin du siècle dernier des conflits assez fréquents éclatent entre la Fédération du Livre et son « opposition » symbolisée par le petit syndicat des correcteurs. Par exemple en juin 1898 le Syndicat des correcteurs condamna en assemblée générale le comité central de la Fédération qui avait participé financièrement à deux campagnes électorales, celle d'un nommé Meunier aux élections municipales de 1897 et celle de C. Bos lors des élections législatives de 1898. On vit même, en 1903, la Fédération du Livre accepter un temps l'affiliation d'un « syndicat maison » des correcteurs, à seule fin (semble-t-il...) de paralyser l'opposition du véritable Syndicat des Correcteurs.

Le 1^{er} mai 1906 se déroulait une grande campagne de la C.G.T. pour l'obtention des huit heures, la Fédération du Livre, elle, avait entrepris de son côté une campagne pour l'obtention de neuf heures, revendication qu'elle jugeait plus réaliste...

Néanmoins les méthodes de luttes, telles celles préconisées par Pouget (boycottage, label, sabotage), c'est-à-dire les divers aspects de l'action directe ont une influence sur l'ensemble des travailleurs du livre. C'est surtout le label qui sera adopté le plus largement. Pouget, dans sa brochure sur la C.G.T., le définit ainsi : « le label est considérablement développé dans l'industrie du livre : les imprimeurs qui occupent des ouvriers syndiqués intercalent à côté de leur firme, la « marque syndicale » délivrée par la Fédération et qui est l'attestation que ce travail a été exécuté par des ouvriers syndiqués. Il est l'invitation faite par une corporation à la classe ouvrière afin qu'elle utilise sa force de consommation en faveur des camarades de la corporation indiquée ».

Quand en 1908 le gouvernement Clemenceau fait tirer sur les carriers de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges et que plu-

sieurs ouvriers sont tués, la C.G.T. décide une grève générale. En accord avec le bureau confédéral, le syndicat des correcteurs lance l'ordre de grève malgré l'opposition de la Fédération du Livre. Après la guerre de 1914-1918 le Syndicat du Livre n'échappa pas à la conquête de la C.G.T. par le Parti Communiste. Néanmoins elle resta assez longtemps un corps étranger à la C.G.T. « colonisée », son réformisme lui servant de rempart naturel.

Le bref rappel des origines du Syndicat du Livre doit nous amener à constater sa présence ininterrompue dans le mouvement ouvrier. Préservant l'unité syndicale face au patronat, elle a toujours été présente dans les luttes des travailleurs du livre. Même si son action a été critiquée, elle conserve dans la majorité des cas la confiance de ses adhérents. C'est ce qu'il faut avoir à l'esprit si nous voulons analyser la situation actuelle et trouver de nouvelles perspectives de lutte.

Aujourd'hui que faire ?

La force du Syndicat du Livre réside dans le fait que face aux maîtres imprimeurs, il bénéficie d'un appui considérable : les travailleurs prêts à débrayer au premier mot d'ordre venu du syndicat. La forte syndicalisation et la qualification professionnelle des syndiqués sont autant d'atouts face aux patrons. L'action syndicale a été réduite, depuis la Libération, à des discussions « autour du tapis vert » avec la direction. Mais les temps ont changé et le nombre des quotidiens a considérablement diminué...

La modernisation de la composition, évoquée au début de cet article, est un handicap de plus. De toute façon l'imprimerie n'est pas en France une industrie « en pointe », le « V » plan ayant décidé que notre pays n'avait pas « vocation graphique ». Les fermetures succèdent aux dépôts de bilan sans que la Fédération du Livre n'oppose de riposte organisée, se limitant trop souvent au coup par coup. Habités à considérer le syndicat comme une entité extérieure à eux-mêmes, les travailleurs semblent passifs face aux licenciements. Des exemples comme Darboy, Hollenstein ou la résistance au « Parisien » montrent néanmoins que l'élan révolutionnaire n'a pas entièrement disparu chez les ouvriers du livre. Mais les éléments d'extrême-gauche qui soutiennent ces grèves ne semblent pas toujours avoir une stratégie tenant compte de la réalité. Critiquant ouvertement le Syndicat du Livre, ils se « marginalisent » par rapport aux travailleurs pour qui la C.G.T. est encore leur organisation, quelles que soient les critiques qu'on puisse lui adresser. Ils adoptent en fait une politique dont ils n'ont pas les moyens : ils se proposent comme une nouvelle direction en opposition à l'actuelle.

Prenant leurs désirs pour des réalités ils s'imaginent qu'il suffit de dire aux travailleurs qu'ils sont trahis par le « boulevard Blanqui » pour que ceux-ci rejoignent les rangs révolutionnaires sous la houlette de l'élite, de l'avant-garde du prolétariat : leur parti !

Pour nous anarcho-syndicalistes la tâche est tout autre. Au lieu de lutter avec les « directions » sur leur terrain, il faut nous occuper en premier lieu de la structure que tout le monde néglige : la structure syndicale. Il faut que les travailleurs du livre participent activement à la vie syndicale, que cela ne soit plus l'affaire des seuls délégués. Propager l'idée que le syndicat est la seule organisation de classe des travailleurs semble peut-être une tâche peu glorieuse, mais la démocratie syndicale doit être le premier objectif dans le Livre. Militer dans les structures syndicales où elles existent est la tâche essentielle des anarcho-syndicalistes. Face au patronat les travailleurs doivent se trouver unis dans l'organisation qui leur est propre : le syndicat.

Alexis PIERRE.

LES CENTRALES NUCLÉAIRES : MIEUX QUE DAMOCLÈS !

Ce coup-là, plus moyen d'y échapper : à la Télévision, au Cinéma, dans tous les journaux de quelque bord qu'ils soient, dans la rue, partout, on est sûr d'en entendre parler.

De quoi ? Ben, des Centrales Nucléaires, évidemment...

D'un côté, c'est tout-sourire. C'est le CONFORT par-ci, le PROGRES par-là ; la sécurité scientifiquement garantie, et la « propreté » de l'électricité (peu importe comment on la fournit, cette électricité...) ; l'indépendance énergétique de la France, et le « rayonnement » technologique de notre cher pays (il vaudrait mieux dire « irradiation ») ? ...

Bref, le paradis — ou tout comme...

Dans ce concert euphorisant, des instruments de toutes les couleurs : les grands solos langoureux sont laissés à qui de droit, l'É.D.F. et le C.E.A., son copain. Puisque ce sont des services publics, ils ne peuvent que vouloir l'intérêt du peuple, loin des sordides préoccupations mesquines des gouvernants et des industriels. Bien sûr...

Un peu en retrait, mais pas loin derrière, la clique au pouvoir, et les intérêts financiers dont ils sont les garants. Conscients de leurs responsabilités, ils aident dans toute la mesure de leurs moyens la propagande débridée de l'EDF. C'est que tellement de choses sont en jeu !

C'est, par exemple, la fameuse indépendance énergétique ! Combien de fois faudra-t-il répéter aux masses ébahies que l'énergie nucléaire est exploitée à partir d'un métal dont les réserves connues ne nous permettront pas de tenir jusqu'à la fin du siècle ? Ceux dont dépendent toutes les décisions le savent bien, mais tant d'investissements ont d'ores et déjà été faits, tant de prestige a été jeté dans la balance, tant d'actionnaires attendent les bénéfices ! Et puis encore : les traîneurs de sabres de tous acabit se mettraient sûrement à pleurer très fort si on leur enlevait leurs bombes atomiques. Or, pour les entretenir et en construire d'autres, il faut bien fournir du Plutonium ! Et ce Plutonium, il n'y a qu'une manière d'en produire en quantité suffisante : les réacteurs nucléaires... Des esprits chagrins, certainement déjà contaminés par les radiations, ont même prétendu que cette dernière justification était celle qui motivait en fin de compte l'ensemble du plan nucléaire ! Quelles mauvaises langues !

L'É.D.F., service public, et la bourgeoisie « libérale » au pouvoir, sont des humanistes profonds : la preuve, en dehors de toute considération financière, ils ont opté pour l'énergie nucléaire parce que c'était la source d'énergie la plus sûre, la moins polluante. Pour faire avaler ça au public, on sort l'arrière-ban des SCIENTIFIQUES à la solde du pouvoir ; et les savants les plus connus... pour leurs compromissions avec les dirigeants se voient chargés de faire gober la pillule nucléaire aux travailleurs prosternés devant l'aurole de savoir du Grand Professeur. Mais ils sont tellement véreux et peu sûrs d'eux que, dès qu'ils sentent que le vent souffle vraiment un peu trop fort de l'autre côté — celui de ceux qui ne se prosterneront pas — ils se retournent contre leurs maîtres et,

mine de rien, racontent quelques mois plus tard exactement le contraire de ce qu'ils prétendaient auparavant. On a pu voir quelques très beaux exemplaires de telles grivolettes. Le Collège de France (à quelques courageuses exceptions près) constitue depuis un an la réserve française de moulins à vent.

Finalement, ces centrales nucléaires, sont-elles propres, oui ou non ? Garantissent-elles effectivement le maximum de sécurité que l'on est en droit d'attendre d'une installation industrielle essentielle ?

Dans certains cas, nous pouvons répondre. Et la réponse est NON ! Par exemple en ce qui concerne la pollution thermique de l'atmosphère ou des cours d'eau utilisés pour le refroidissement des centrales (une centrale fournit en fait 1/3 d'énergie électrique et 2/3 d'énergie sous forme d'eau réchauffée inutilisable). Quand l'EDF vous raconte que les enfants seront bien contents de se baigner dans un Rhône à 30° en mai, traitez-les de rigolos — si toutefois vous arrivez encore à en rire. Les poissons aussi supportent l'eau chaude ; mais avec du citron, c'est bien meilleur. Sérieusement : les seuls poissons d'eau douce survivant dans de tels milieux sont des poissons carnassiers (il n'y en a plus qu'une ou deux espèces dans la Loire échaudée). Quant aux installations nucléaires dont on veut garnir le littoral marin, leurs évaluations d'eau chaude, outre qu'elles ravageront l'équilibre biologique local, créeront de véritables courants côtiers dont on ne peut absolument pas prévoir l'ampleur ou les effets.

Pollution RADIOACTIVE ? L'objectivité impose de reconnaître qu'il n'y a pas de preuves pour affirmer qu'il est dangereux de vivre près d'une centrale. Mais, de la même façon, ON NE SAIT PAS SI CE N'EST PAS DANGEREUX, ET IL N'Y A AUCUN MOYEN DE LE SAVOIR ! C'est en face d'incertitudes aussi graves, aussi fondamentales, que l'EDF, service dont on ne voit plus du tout ce qu'il y a de public, prend unilatéralement le risque de compromettre profondément la santé des travailleurs (leucémies, cancers...) et leur patrimoine génétique (mutations toujours défavorables, malformations fœtales, etc.).

Et ce risque, il existe, on le suspecte même de se concrétiser. Car sinon, pourquoi demanderait-on aux femmes enceintes de remplir un questionnaire où on leur pose la question : habitez-vous près d'une centrale nucléaire ? Pourquoi poserait-on la même question aux mères d'enfants présentant des malformations de naissance ? Pourquoi interdirait-on aux femmes enceintes et aux enfants en bas âge la visite d'une centrale nucléaire (alors que celle-ci est vivement recommandée aux autres individus...) ? Pourquoi, sinon parce qu'il y a un risque ? ET CE RISQUE, NOS DIRIGEANTS LE PRENNENT EN NOTE NOM !

Mais revenons à nos centrales, et supposons qu'un incident survienne dans son fonctionnement. Ce n'est d'ailleurs pas une supposition gratuite : plus d'un millier d'incidents (dont certains furent considérés comme « très graves ») sont intervenus en France et dans le monde depuis quinze ans. Tant pis, on continue. L'ennui, c'est que les nom-

breux dispositifs de sécurité ne sont même pas fiables. Le meilleur d'entre eux, construit aux U.S.A., tombe régulièrement en panne chaque fois qu'il prend à l'ingénieur la curiosité de le tester ! On est protégés, ma brave dame...

Tout ceci finira un jour par déclencher un véritable accident, à moins que ces installations très spéciales fassent un jour l'objet d'un attentat. Dans les deux cas, même s'il ne résulte qu'une explosion de type chimique (une explosion « atomique » n'ayant de faibles chances de se produire que dans les centrales d'un type très particulier, les surgénérateurs), les enceintes du cœur du réacteur peuvent se fissurer et laisser échapper une radioactivité catastrophique. Les dégâts se chiffreraient en milliards de francs, la zone sinistrée pourrait couvrir des milliers de km², des centaines de milliers d'habitants seraient maintenus en quarantaine prolongée pendant plusieurs semaines. Ces chiffres sont tirés de rapports très officiels, ce qui prouve bien encore une fois que si on nous fait courir des risques, c'est en parfaite connaissance de cause !

Enfin, les DECHETS : toute centrale produite des déchets dont on recycle une partie après traitement à la Hague (près de Cherbourg). La plus grande partie (ce qui est inutilisable) est alors confinée dans des fûts de béton en ce qui concerne les déchets peu ou moyennement radioactifs, et concentrés à la Hague en attendant de faire l'objet d'une campagne « Poubelle » au cours de laquelle on se débarrasse de milliers de tels fûts en les envoyant par 3000 m de fond en Atlantique. On suppose naturellement que ces fûts résisteront à l'érosion et à la corrosion pendant un nombre de milliers d'années suffisant pour que les déchets soient désactivés !...

Quant aux déchets très radioactifs, ils sont « vitrifiés » (bien que cette technique très sophistiquée ne soit pas encore au point et présente beaucoup d'inconnues à moyen terme) et stockés en attendant de savoir ce qu'on en fera... En l'an 2000, ce sont des millions de mètres cubes de déchets qui seront ainsi stockés, et qu'il faudra étroitement surveiller, pendant... des dizaines de milliers d'années ! Quelle formidable charge l'EDF — service... Public — se permet d'imposer à ceux qui nous survivront sur terre (si jamais il y en a encore) ! Quelle hypothèque démentielle sur leur avenir !

Reste enfin à examiner la justification ultime de l'énergie nucléaire : sa rentabilité. Eh bien, les calculs récents faits pour évaluer leur coût, en énergie et en matériel, lors de leur élaboration, leur fonctionnement, puis leur isolation en fin de parcours, sont accablants : le plan ELECTRICITE NUCLEAIRE ne commencera à être rentable (par rapport aux centrales thermiques classiques) que bien après 1985, compte tenu de ce que les centrales coûtent à tous les stades de leur existence. Et elles risquent même de ne jamais l'être, si leur fonctionnement est aussi aléatoire qu'il l'est actuellement (une centrale fonctionne en moyenne à 35 % de sa puissance théorique, compte tenu de ses pannes incessantes, et ce pendant moins de 25 ans). Alors, RENTABLES, les centrales nucléaires ?... Sans compter que si jamais

un accident grave intervient dans l'une d'elles, et que cela vient à se savoir, l'émotion publique sera telle que le plan nucléaire sera définitivement et immédiatement stoppé, dans le monde entier. Ce n'est pas la perspective la plus agréable pour ceux qui n'ont en tête que le souci de rentabiliser leurs investissements... Au fait, ceci ne constitue pas un appel au crime !!

Voilà. Un tableau correspondant plus aux réalités du nucléaire que celui que les responsables nous peignent généralement. Et le sourire engageant que nous voyons sur nos écrans, nous savons maintenant ce qu'il cache exactement.

Ce qu'il cache, c'est une poignée de possédants et de décideurs dont le rôle n'est pas de vouloir le bien de l'humanité, mais bien de veiller à leurs propres intérêts, à court terme. Ce ne sont pas des humanistes, les pantins du pouvoir : ce ne sont que des hommes que l'autorité et le fric ont corrompu au point qu'ils font passer leurs propres illusions éphémères avant la survie de l'espèce — car il s'agit bien de SURVIE lorsqu'on se coltine avec les problèmes écologiques.

Ce que le sourire de l'ingénieur aux dents blanches nous cache, c'est l'aéropage de technocrates sûrs d'eux-mêmes, cette clique de scientifiques qui tiennent toutes les ficelles dans les mains ; une société dont l'infrastructure énergétique est de nature nucléaire est une société dont toute l'industrie est aux mains de quelques ingénieurs qui peuvent faire la pluie et le beau temps si l'envie leur en prend. Un savant américain disait un jour que la seule chance que nous pourrions avoir, dans une société « nucléaire », que les ingénieurs n'utilisent pas leur formidable pouvoir en exerçant un véritable chantage économique serait que ceux-ci fassent partie d'un ordre moral aux règles draconiennes... Et encore, ajoutait-il, on sait trop bien à quels vices des règles trop strictes poussent les moines !

C'est donc une société astreignante, AUTORITAIRE, DANGEREUSE, CENTRALISEE, que l'EDF - CEA, entourés de leurs satellites de politiciens et de financiers, nous préparent. Une société où l'homme n'est plus rien, perdu qu'il est dans un contexte technologique qui le dépasse, dans une économie à la mesure de sa démesure.

Et que les partis de « gôche » font piètre figure devant un tel tableau ! Drogés eux aussi par le virus de la « Croissance Socialiste » (qui n'est autre que la croissance capitaliste : on voit mal comment il en serait autrement avec les mêmes outils !), appâtés par la promesse d'indépendance énergétique, gavés de foi scientifique, ils se contentent de critiquer le choix français de la filière américaine (qui est seulement un peu plus dangereuse que les filières anglaises ou canadiennes...).

On est bien loin du compte ! D'autant plus, qu'à l'échelon local le nucléaire est supposé remplir un rôle social-clé : en effet, à chaque fois que les dirigeants d'EDF (service public) se proposent d'installer une centrale nucléaire, ils choisissent un emplacement où se posent des problèmes d'emploi particulièrement aigus. Ils ont beau jeu ensuite de promettre que la

centrale (construction, fonctionnement, entretien) apportera précisément ces emplois tant recherchés. Naturellement — et on les comprend — les élus locaux, les travailleurs et les chômeurs, les sections syndicales, sont très sensibles à ce genre d'arguments.

Le meilleur exemple en est le résultat du « Vote de Flamanville » (6-4-75) où 65 % du petit millier de votants se sont prononcés pour la centrale qu'on leur proposait : la région est particulièrement frappée par le chômage. Les opposants étaient les instituteurs (ceux qui « savent »), les paysans et les pêcheurs (qui ont une plus grande perception de l'importance d'une nature polluée). Par contre, à Port-La-Nouvelle (Languedoc), un référendum identique donnait 80 % de « NON à la centrale » (sur 1500 votants) : pêcheurs, ostréiculteurs, etc... les problèmes d'emplois se posaient alors en termes moins pressants.

Mais les habitants de Flamanville (et de bien d'autres coins) déchanteront vite : le personnel d'une centrale est très spécialisé, a une formation technique relativement poussée, et est au demeurant en nombre très limité : on sera loin des 1000 emplois promis, sitôt passées les 3 premières années de construction de la centrale. Et je ne parle pas des expropriations inévitables qui ne manqueront pas de frapper plusieurs dizaines de paysans...

Un des gros problèmes que rencontrent les anti-nucléaires est donc ce problème social. Ce n'est qu'une manifestation de ce « chantage au chômage » que connaissent bien les écologistes : chantage qui met en balance l'intégrité d'un équilibre écologique et la situation locale de l'emploi, et ce à tous les niveaux. Quand les travailleurs prendront-ils conscience qu'en assumant — apparemment — le court terme, ils hypothèquent irréversiblement le long terme ? Là réside à mon sens l'essentiel du travail que doivent se fixer les révolutionnaires dans le domaine de l'écologie : amener leurs camarades de travail à réaliser cette prise de conscience.

Alors seulement les luttes ouvrières commenceront à intégrer les problèmes écologiques ; et ceux qui font passer la dégradation de la Nature pour la contrepartie obligée du progrès s'entendront répondre : « Quel Progrès ? » Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le progrès qui s'évalue en quantité de Kilo Watts, en nombre de voitures ou d'accidents du travail par jour, en puissance de missiles et en effectif policier, celui-là effectivement est à l'échelle de l'énergie nucléaire. Mais le progrès qui permettra de vivre mieux se décrit en termes de qualité, s'appuie sur les technologies libératrices, et, loin de constituer une menace pour l'avenir, en laisse au contraire présager le meilleur.

Non, la Science n'est pas neutre. Et c'est en s'opposant à celles de ses réalisations dont les applications sont foncièrement anti-libertaires, autoritaires et menaçantes, que les Anarchistes préparent les conditions d'avènement d'une vraie civilisation de Progrès, EPANOUISSANTE, DECENTRALISEE, LIBERTAIRE.

E. de SEVERAC.

Belgique

Luttes sociales : Le nombre des chômeurs en Belgique dépasse 300.000 et le pays connaît diverses luttes sociales qui, malgré les tentatives de récupération par les groupes maoïstes et trotskistes, ont un caractère autogestionnaire assez marqué. Vers mi-avril plus d'une dizaine d'entreprises étaient en grève pour protester contre les conditions de travail et les nombreux licenciements. Même les cadres, qui sont touchés, doivent s'allier dans certains conflits avec la base... mais la tempête passée, ils sont bien capables de redevenir les ennemis de cette même base ! Dans certaines entreprises on applique le slogan de Lip : on produit, on vend, on se paie !

Depuis plus de trois semaines, les ouvriers de Frankignoul (province de Liège) qui produisent des manomètres sont en grève : ils réclament l'application du salaire régional, le maintien de l'échelle des salaires et la création d'un comité d'hygiène. Les ouvrières de la *Machinenfabrik* (Herentals) les ouvriers des cimenteries CBR-Celbeton réclament une augmentation de salaire, ainsi que les travailleurs des chantiers navals du Rupel et de l'Escaut. Le personnel de la Subem (matériel électronique), de Troisfontaine (transports) à Ivov-Ramet occupent leur usine pour lutter contre les licenciements prévus.

Les travailleurs d'Europair (Manage) ont obtenu la réintégration d'un délégué syndical et la mise à l'étude d'un cahier de revendications. Les Sablières Marchand de Wauthier-Braisse (depuis décembre 1974), les ouvrières de Louvain-la-Neuve plus récemment et les cristalleries du Val-Saint-Lambert (depuis 10 semaines) tentent une gestion directe.

Souvent la détermination ouvrière oblige le patronat à recevoir ses positions et les centrales syndicales à suivre le mouvement, — quand elles sont dépassées par l'élan ouvrier. Il faudrait développer l'idée de groupes d'intervention révolutionnaire capables d'appuyer les revendications ouvrières en rendant coup par coup à l'ordre établi.

L'Ordre des médecins. — « Un étudiant en médecine coûte à la collectivité un million par an, pendant au moins sept ans. C'est vous qui lui payez ses études. Une fois médecin, il gagne plusieurs centaines de milliers de francs par mois. C'est vous qui payez les consultations. Et aujourd'hui la chambre syndicale des médecins propose d'augmenter les honoraires de 3,61 % » (extrait de « Pour », n° 61).

Cette décision de l'Ordre des médecins est avant tout une manœuvre politique de son « caudillo » : le Dr Wynen. En effet, trois groupes de médecins en Flandre ne veulent plus entendre parler de l'Ordre. Jusqu'ici, la tendance Wynen représentait 80 % à l'intérieur des commissions gouvernementales (onze ans de dictature médicale !), mais une nouvelle loi permet aux organisations représentant 5 % du corps médical de figurer à l'intérieur de ces commissions. Wynen, sentant le danger, passe à l'attaque et, grâce

à cette augmentation des honoraires, espère récolter l'approbation de la plupart des médecins unis aux dépens de la population sur des revendications salariales !

Rappels que ce même Ordre a suspendu, il y a plus d'un an, deux médecins de la région d'Anvers qui ne faisaient payer à leurs clients, pour les consultations, que le montant remboursé par les mutuelles. Un Ordre qui étouffe la médecine quand elle est au service des plus déshérités doit disparaître ! (communiqué par A. Duveau)

Hollande

La lutte des habitants à Amsterdam. — Le quartier Nieuwmarkt, près de la gare centrale « doit » disparaître pour faire place à des bureaux, des parkings, des hôtels et à une ligne de métro. La spéculation va bon train et les habitants (à faible pouvoir d'achat) seront déportés dans des cités dortoirs à l'extérieur d'Amsterdam. Déjà, ces dix dernières années, 150.000 personnes ont dû quitter la ville et 100.000 seront expulsés d'ici 1980 ! Des comités de défense se sont constitués dont le plus énergique est celui de Nieuwmarkt : comités autonomes qui refusent toute ingérence des partis. A Nieuwmarkt on se bat pour défendre un dernier bastion de 115 maisons, lutte d'autant plus difficile que le métro est réalisé aux trois quarts et qu'une grande partie du quartier a déjà disparu. Le parti communiste (CPN) en a profité pour constituer un comité à lui qui a été reconnu seul représentatif par la municipalité qui est de gauche (Parti des Travailleurs, Parti Radical, Parti Communiste et Parti PSP du type PSU français).

Le 9 décembre dernier les habitants ont lutté contre l'arrachage des arbres du quartier et la police dut opérer plusieurs charges. Le 12 les démolisseurs tentent d'abattre une maison ; la population résiste, la police charge avec violence et disperse les habitants qui élèvent alors quelques barricades.

Le 14 février, la police arrête trois individus porteurs d'une bombe destinée à faire sauter le métro et on accuse le comité de défense des habitants. Ce n'est que le 17 que le maire fait savoir que ces individus étaient des fascistes notoires, alors qu'il connaissait le dossier complet depuis l'arrestation. Ce retard permettait de considérer la manifestation organisée le 15 par le comité : cependant il y eut 5.000 personnes qui défilèrent dans les rues, réclamaient des logements à des prix abordables et la sauvegarde de Nieuwmarkt.

Le 3 mars, devant l'attitude de la population, les démolisseurs se retirent. Mais le lundi 24, la police investit le quartier. 200 policiers, usant de gaz lacrymogène, ont raison de la résistance de trente habitants barricadés dans quelques maisons confinées. Durant toute la journée il y eut de violent affrontements, la police usant de canons à eau, de voiture blindée et de chiens. 55 arrestations dont 9 sont encore maintenues.

Le 29 mars, manifestation de 5.000 personnes, alors que la

date du 8 avril est fixée pour de nouvelles expulsions. Durant la nuit du 7 au 8 eut lieu une manifestation : des barricades furent dressées et les maisons solidement fermées. Dès 6 heures du matin les forces de police (1.100 hommes) chargeaient sans avertissement et firent le siège des maisons. A 10 heures la dernière maison était vide et les démolisseurs jetaient le mobilier par les fenêtres. Une manifestation l'après-midi eut lieu sans incidents. Force était restée à la « Loi ». Ainsi en Hollande, comme en Allemagne, la spéculation immobilière, avec la complicité des municipalités, écrase les pauvres au bénéfice des riches.

(communiqué par J. Bervoets)

Allemagne de l'Ouest

L'honorable Peter Lorenz. — Le bulletin hebdomadaire « Informations-Dierst » reproduit toute une documentation concernant Lorenz et adressée par le mouvement du 2 juin. Les ravisseurs ont trouvé sur Lorenz une correspondance émanant d'une mère de famille (membre du CDU depuis 25 ans) qui, étant dans une situation difficile aggravée par les soins à donner à son enfant mongolien, s'adressait à plusieurs reprises à Lorenz pour obtenir un secours. Lorenz a déclaré aux ravisseurs qu'il n'avait pas le temps — vu ses multiples activités — de s'occuper de telles affaires. Le mouvement du 2 juin a confisqué les 700 DM que Lorenz avait sur lui et les a fait parvenir à la mère de famille avec une lettre explicative. On a trouvé sur Lorenz un chèque de 10.000 DM adressé par l'entreprise de construction Klingbeil pour financer la campagne électorale du CDU à Berlin. Le mouvement du 2 juin a envoyé ce chèque à une organisation d'aide aux handicapés.

La presse d'extrême-droite (NPD) a été indignée par l'attitude de Lorenz qui pour sauver sa peau a accepté que l'Etat capitule devant les ravisseurs. Lorenz aurait dû se refuser héroïquement à toute transaction. Quelle naïveté ! Un politicien qui, d'après les papiers trouvés sur lui, gagne 20.000 DM par mois, n'a aucune envie de jouer les martyrs !

Schlewig-Holstein. — Les élections au Landtag confirment que les progrès du CDU semblent stoppés ainsi que le recul du SPD. Avec 50,4 % des voix (51,9 en 1971) le CDU conserve la majorité absolue : 37 sièges contre 36, majorité bien fragile. Le SPD recule à peine. Les Libéraux sont en progrès. Pour la première fois un groupement pro-danois à tendances séparatistes a un élu. Le NPD n'obtient que 0,6 % et une liste communiste 0,2 %. Venant après d'autres élections, ces résultats indiquent que la coalition gouvernementale SPD-libéraux remonte le courant.

Cologne. — Les Usines Ford de Cologne furent en 1973 le théâtre de grèves auxquelles participèrent les milliers de travailleurs étrangers, turcs en majorité. L'intervention de la police fut jugée exemplaire par le sieur

Bergemann, directeur du personnel, qui a fait des usines Ford un véritable bague où règnent la discipline militaire et la course au rendement. Il est aussi un des responsables des milliers de licenciements qui ont jeté à la rue un grand nombre d'ouvriers turcs selon le principe : quand on presse le citron, on jette la peau ! A Cologne s'est constitué un groupe d'action contre les licenciements et le rendement intensif. En guise de premier avertissement, le 17 mars, ce groupe a mis le feu à la voiture personnelle de Bergemann. Geste symbolique en attendant mieux !

Le chômage. — Le ministre du travail Arendt se félicite que le nombre des chômeurs ne soit plus que de 1.150.000 fin mars 1975. Mais il convient d'ajouter les chômeurs partiels et les ouvriers qui suivent des stages de recyclage et qui sont en fait des sans-travail. Au total on dépasse largement les 2 millions. Volkswagen se propose de licencier plus de 30.000 ouvriers. Les aciéries Rhein-Stahl se proposent de fermer leurs usines à Lübeck, Hanovre et Hambourg. Dans l'industrie du Bâtiment, il est prévu 100.000 licenciements pour 1975 qui vont s'ajouter aux 200.000 licenciements effectués

depuis le milieu de 1973 jusqu'à la fin de 1974. Les travailleurs étrangers sont spécialement visés par ces mesures et 500.000 d'entre eux seront renvoyés chez se du coût de la vie est tombée eue.

L'office fédéral de la statistique annonce qu'en 1974 la hausse à son niveau le plus bas depuis août 1972 et que le taux d'inflation a été ramené en décembre 1974 à 5,9 % seulement. Cependant le nombre des faillites augmente : 792 en janvier, soit 35 % de plus qu'en janvier 1974.

Karlsruhe. — Nos camarades de Karlsruhe continuent, en dépit des conditions difficiles, à poursuivre la publication de brochures à un prix populaire (0,5 à 0,9 DM seulement). Deux collections : une série de classiques de l'anarchisme, avec la « Peste religieuse » de Johann Most, et une série de documents, avec une étude fort intéressante sur le Kurdistan et sur ce peuple Kurde écartelé entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Devant le durcissement de la répression et le souhait des politiciens de la CDU de voir les groupes anarchistes hors d'état de « nuire », nos camarades sont décidés à constituer des comités anti-fascistes avec les organisations non-autoritaires.

PROCÈS MARINI

Savone, 17 avril 1975.

« Depuis le 2 avril dernier, la Cour d'Assises de Salerno a ouvert le procès d'appel de notre camarade Giovanni Marini.

« La ville paraît en état de siège ; des centaines de gendarmes et de policiers envahissent rues et places cherchant à intimider la population et provoquent les dizaines de camarades qui, venant de plusieurs régions de l'Italie, se sont concentrés dans ce chef-lieu de province pour témoigner concrètement leur solidarité au camarade Marini.

« Le procès s'est ouvert sous un climat hostile : dans la salle des audiences sont admis (après avoir été soigneusement perquisitionnés) à peine une soixantaine de camarades.

« Des la première séance la défense de Marini a ouvert les hostilités demandant à la Cour l'annulation du procès de première instance, qui eut lieu à Vallo della Lucania où Marini fut condamné à 12 ans de prison, dénonçant les innombrables irrégularités accomplies au cours de l'instruction et les vices de procédure, qui sont les motifs réels qui avaient poussé les juges du premier procès à le transférer hors de son siège naturel.

« Tous les avocats de la défense se sont employés à démontrer les nombreux vides du procès précédent, le manque d'une reconstitution objective des faits, des expertises médico-légales presque nulles et les investigations à sens unique, toujours en faveur des thèses que les fascistes et les policiers avaient soutenues devant les juges.

« La Cour a repoussé toutes les instances de la défense et a admis seulement un témoin nouveau, le policier qui avait le premier interrogé le fasciste Alfinito, le soir de l'agression au moment où il rentrait, étant blessé, à l'hôpital. La demande de liberté provisoire a été également rejetée par la Cour.

Il y a eu quelques incidents entre la défense et le ministère public. Cette fois les fascistes sont absents, soit à l'intérieur de la Cour que sur la place. Nos camarades ont fait œuvre de contre-information dans les quartiers, les usines et les écoles de la ville et ses environs.

« Après quatre jours de suspension, le procès a repris le 9 avril. La défense a dénoncé les perquisitions arbitraires que les gendarmes continuent à faire systématiquement sur les personnes qui ren- trent dans la salle.

« On reprend l'interrogatoire du fasciste Alfinito qui a nié de connaître le chauffeur de l'auto qui le transporta avec Falvella, le fasciste déceuté quelques heures après l' avoir hospitalisé, à l'hôpital, car s'il admettait il risquerait de découvrir en lui un des éléments qui composaient le « commando » fasciste qui, le soir du 7 juillet 1972, attendait Marini pour le frapper. Les camarades Mastrogiovanni et Marini ont été aussi interrogés. Mastrogiovanni a rappelé les circonstances dans lesquelles il fut blessé par les fascistes et la situation qu'il trouva à l'hôpital où il rencontra des fascistes notoires qui le menaçaient, accourus, sans savoir qui pouvait les avoir informés sur les événements.

« Au cours d'une cinquième audience le policier qui prenait service le soir du 7 juillet 1972, à l'hôpital, déclare qu'il lui fut impossible d'interroger les blessés Alfinito et Mastrogiovanni car l'hôpital avait été envahi par un nombre considérable de personnes, fascistes notoires, qu'il fut obligé d'appeler du renfort au Commissariat de police pour rétablir l'ordre. Avec ce témoignage le débat est clos et commencent les plaidoiries. Mais lorsque le premier avocat fasciste de la partie civile commence à parler, le public quitte la salle, et quand à la sixième séance un autre avocat de la partie civile, secrétaire de la section du MSI de Salerno, prend la parole, le public montre, en signe de protestation, le N° 12 du journal anarchiste « UMANITA' NOVA » où en gros caractères on peut lire : « LIBERTE POUR MARINI ».

« Les séances du procès d'appel continueront à ce rythme : les prochaines séances auront lieu les 15, 16, 17, 21 et 22 avril et la sentence est prévue pour le 23 avril. »

CRIFA.

Dernière minute :

Nous venons d'apprendre la condamnation de notre camarade Marini à 9 ans de prison pour « HOMICIDE INVOLONTAIRE ».

La Rédaction.

cinéma :

Les sentiers de la gloire

14-18, c'est la guerre, l'époque où les enfants de la patrie allaient former leurs bataillons et partir se battre pour un « monde meilleur » où il faille attendre cinquante-sept ans après la fin de cette guerre pour voir ce que fut l'un de ses épisodes les plus « glorieux », grâce à ce film interdit, par ailleurs, depuis plus de quinze ans.

Bien que discutable sous certains aspects, le film de Stanley Kubrick est à voir tant il témoigne de l'éternelle et criminelle connerie militaire (1). Raconter l'histoire importe peu, c'est à cela d'ailleurs que se bornent bien souvent les critiques appointés. Elle montre, si besoin était, que derrière les massacres se cachent l'ambition et le peu de cas que font de la vie des hommes les adorateurs de drapeaux. Elle nous offre en outre le plus bel exemple de ce que fut, de ce que reste et restera la justice militaire.

On sait, quand on a lu autre chose que les manuels scolaires, que l'Histoire des guerres fut partout traversée par de « tragiques excès » qui ne valent pas mieux que celui dont s'inspire le film de Kubrick. C'est là pourtant, dans le choix qu'en font les réalisateurs et surtout dans la façon dont ils traitent leurs sujets que la

démonstration anti-militariste, quand elle veut l'être, tombe à l'eau. Encore une fois, et au-delà de la dénonciation magistrale d'un fait réel, ce film se place avec beaucoup d'autres dans une ambiguïté troublante. L'impression détestable qu'on peut ressentir, même si elle est moins nette dans ce cas précis, est que sans les « erreurs » de quelques brutes galonnées, les guerres pourraient bien se passer de façon « normale », avec ses nobles batailles, ses héros chevaleresques, ses champs d'honneur et ses officiers dévoués à leur tâche comme l'acteur Kirk Douglas en incarne ici le parfait modèle.

Il semble à nouveau que les actes criminels de quelques personnages en quête d'avancement viennent souiller ce qui paraît propre et qui est au contraire inacceptable comme l'armée ou la guerre. Le film perd alors de cet intérêt qui le rendrait plus convaincant pour ne conserver qu'une valeur anecdotique qui perd encore par son inactualité. S'il faut se cantonner à la dénonciation de crapuleries guerrières, le cinéma pourrait alors assumer le rôle de témoin de son temps qui pourrait être le sien en faisant un choix qui nous touche de plus près. Le même Stanley Kubrick y avait parfaitement réussi avec le

meilleur de ses films, LE DOCTEUR FOLAMOUR, qui traitait de la bombe atomique. Il ne faut cependant pas être trop dur. Ce film a soulevé un coin du drapeau qui nous empêchait de voir les justiciers mêlés à la canaille, les prêtres poussant les innocents jusque devant les fusils. Ce film a fait taire la Marseillaise et les discours patriotards qui nous empêchaient d'entendre les coups de feu des pelotons d'exécution !

Décidément, le drapeau tricolore se trouve quelque peu malmené ces derniers temps sur les écrans. Ses admirateurs n'auront même pas le loisir de s'en servir pour essuyer leurs larmes, il est trop sale !

Floréal

(1) et tant il y a de leçons à prendre sur le plan technique.

Que la fête commence

Bof !... penseront certains. Un film à sujet historique et sur la Régence, par-dessus le marché. Comme ils auront tort. Je ne me suis pas ennuyé une minute. Le deuxième film de Bertrand Tavernier (après « l'Horloger de Saint-Paul ») est un chef-d'œuvre d'humour, certes, mais aussi une description vraie des mœurs de ces « grands » de l'époque, sans doute fort ressemblants à ceux de notre temps.

Louis XIV a laissé au Régent un pays ruiné, où les paysans crèvent de faim. Son conseiller, l'odieux abbé Dubois, est un être sans scrupule, arriviste et cynique. Tous ces tristes sires occupent leurs loisirs à des partouzes interminables. La débauche est devenue une institution nationale. Seul le Régent a des éclairs de clairvoyance et ressent parfois du dégoût devant toute cette boue, mais il est vite repris par son attrait pour les plai-

sirs. Tout au long du film, on assiste à la rébellion romantique d'un noble breton, le marquis de Pontcallec, qui finira la tête tranchée sur ordre de Dubois, ce « maquereau qui rêve de devenir archevêque ».

Quant au peuple, sa présence est constante, on devine qu'il n'a que haine et mépris pour ces tyrans décadents, mais qu'une crainte paralysante l'empêche encore de se révolter ouvertement. Philippe Noiret (le Régent), Jean Rochefort (Dubois), Jean-Pierre Marielle (Pontcallec) sont parfaits.

Côté féminin, on remarque surtout Christine Pascal et Marina Vlady. Les dialogues font mouche, et tout cela est très bien filmé. Bref, un bon moment de détente, qui n'exclut pas la réflexion.

Bernard

L'art et ses mandarins

L'art est aujourd'hui le domaine de la haute finance. Des marchands se taillent des empires et règnent en toute impunité sur l'ensemble de la diffusion artistique ; soutenus par les politiciens, ils s'approprient des quartiers entiers, mettent au pas les artistes susceptibles de créer des remous.

Si parfois le spéculateur se déguise en mécène tout comme la fondation Maeght, qui avec la complicité du Conseil de Paris, sous prétexte de restaurations artistiques, prend possession d'une partie du Marais.

Il n'en demeure pas moins que le but de cette opération n'est pas d'animer un quartier et de maintenir les habitants, mais de les expulser afin de monter le décor habituel du fric et de la culture officielle.

Ainsi ce quartier comprendrait un hôtel grand standing ; des galeries d'art et salons de toute sorte pour « gens sélectionnés ». Nous dénonçons la mafia Maeght !

Les industries de l'art dégaient du profit comme les autres industries et fonctionnent sur les rapports habituels d'exploitation. L'artiste tout comme le peuple subit l'oppression de la bourgeoisie et tente de lutter. Mais, la bourgeoisie détenant le marché de l'art, l'artiste, s'il désire pouvoir toucher un public, doit se prostituer auprès des marchands de soupe artistiques.

Lié à des dépendances économiques, l'artiste pour « bouffer » doit s'insérer dans ce système qui l'opprime. Ne contrôlant, pas même partiellement, l'utilisation qui est faite de leur production les artistes n'ont aucun contact avec le public, la galerie se chargeant d'établir une barrière hermétique.

Les difficultés des artistes sont celles de tous les travailleurs. Sait-on qu'un artiste s'il se blesse pendant son travail ne touche aucune indemnité n'étant pas inscrit à la Sécurité sociale et qu'il ne touchera pas de retraite ; partiellement sans activité, il vit dans un état de chômage non indemnisé.

Malgré cette situation des artistes essaient de s'organiser en circuit parallèle de distribution, repensant les rapports artiste-public, menant une lutte contre la rareté et la spéculation. Ils veulent être des artistes, travailleurs vendant leurs œuvres au prix du travail à d'autres travailleurs qui ne se sentaient pas jusqu'à présent concernés par l'art « produit de luxe ».

Ils ont créé un atelier de gravure unissant les imprimeurs de différentes techniques et les artistes et pratiquant les :

- non-numérotage des épreuves
- signatures imprimées pour lutter contre la spéculation.

Patrice,
Groupe Voline.

Michel Sardou : un racoleur

Est-ce vraiment la peine de consacrer quelques lignes à une de ces « vedettes » du show-business, qui font se pâmer un certain public parfaitement conditionné, composé de jeunes et de moins jeunes ? En l'occurrence, c'est de Michel SARDOU que je voudrais parler. Chacun sait de lui qu'il est le fils de son papa, l'acteur Fernand Sardou, que nombre de ses ancêtres ont vécu sur les planches, soit comme danseuses, soit comme comiques troupiers ou meneurs de revue.

C'est donc un « enfant de la balle », comme on dit. C'est aussi un cas, car la presse de gauche, en général, le condamne sans appel, et le définit comme un affreux réactionnaire, porteur de la droite bien-pensante.

Pour ma part, je ne crois pas qu'il mérite tant d'égarés, et la seule étiquette qui me semble lui convenir est bien celle de « racoleur », toujours prêt à se saisir des grands thèmes au goût du jour pour en tirer de médiocres couplets très conformistes, et autant que possible dans la ligne du « Français moyen », abruti et patriotard. Lorsqu'en 1968, il lança ses fameux « Ricains », Sardou protesta à sa manière contre la décision gaullienne d'évacuer les bases U.S. en France. Il rejoignait sur ce point le camp des conservateurs pro-atlantiques, mais il exprima aussi le point de vue du brave con, que chacun de nous a pu entendre affirmer : « Moi, je vous dis que si les Amerlocs n'étaient pas venus nous libérer, eh bien, Hitler, il serait encore chez nous à l'heure qu'il est. »

Avec « Le Curé », il évoque le mariage des prêtres, avec « Danton », la révolution de 1789, mais

tout ce trompe-l'œil n'empêche pas qu'il reste un chanteur de hit-parade, un peu plus malin peut-être que les autres, parce qu'un peu plus véreux. Il n'y a vraiment pas de quoi fouetter un chat. Monsieur Sardou sait ce qui peut accrocher un public populaire pas trop exigeant ni trop averti, il s'en sert habilement pour faire du fric.

Après tout, quoi de plus normal, quoi de plus moral dans une société où le profit est roi. La chosé, ce n'est finalement pas un si mauvais moyen de véhiculer l'idéologie dominante. Sardou est un bon commis-voyageur du « libéralisme » occidental et chrétien.

LANZA.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 15 avril 1975.

La Fédération Anarchiste dénonce la mensongère campagne humanitaire développée actuellement autour du drame indochinois par les faiseurs de guerres, les prophètes impérialistes des croisades idéologiques, auprès d'une masse trop passive.

Les adoptions de bonne conscience, l'envoi de fonds charitables aux criminels de guerre du Nord comme du Sud-Vietnam sont une insulte à l'esprit internationaliste de la fraternité humaine. Les assassins se déguisent en petites sœurs des pauvres, offrant des médicaments et des missels de toutes tendances. Alors qu'en même temps, on massacre des enfants, des femmes et des hommes par milliers, se crée cette complicité mondiale, ignoble.

Les anarchistes dénoncent ce nouvel aveuglement de l'esprit,

de la raison et du véritable humanisme. La véritable paix dans le Sud-Est asiatique et la conciliation de tous les hommes ne sera jamais le fait de la violence étatique ni de l'intoxication doctrinale. La véritable émancipation des hommes sera leur œuvre propre ou ne sera pas.

Solidaire de la souffrance de tous ces peuples, enjeux des puissances dominatrices, la Fédération Anarchiste appelle la population française à exprimer son refus de toutes les guerres et de tous les impérialistes.

Toutes les manifestations en faveur des militaires gouvernementaux, insurrectionnels ou d'armées populaires ne sont que des soutiens aux bouchers et aux dictateurs du peuple que nous ne saurions, en aucun cas, accrédi-ter.

Fédération anarchiste.



BAKOUNINE

Œuvres complètes "Volume 2"

Edition du Champ Libre

Le deuxième volume de l'Édition complète des œuvres de Bakounine est paru. Comme pour le premier volume l'éditeur a rassemblé des textes dont certains sont inédits et qui traitent des rapports du révolutionnaire russe avec les organisations et les militants italiens.

Ce volume est précieux car cette correspondance et ces textes nous font mieux connaître le caractère d'un homme que nous avons trop tendance dans nos milieux qu'à juger à travers les grands ouvrages qui ont été publiés. Or pas plus que Proudhon, Bakounine ne gagne à être divinisé. C'est un homme et un homme du milieu du siècle dernier et il a la qualité et les défauts qui ont singularisé ce type de révolutionnaire né à la vie publique à travers la révolution bourgeoise de 1830, qui traverseront la période révolutionnaire européenne de 1843 et dont la Commune de Paris sera le champ du cygne. Chez tous ces hommes, l'exaltation romantique inséparable de l'action révolutionnaire de l'époque, se mêle à l'étude de la situation économique des travailleurs et les engagent dans des chemins théoriques pleins d'embûches, Bakounine pas plus que Proudhon ou Kropotkine par la suite ne les éviteront tous. Et ils nous sont d'autant plus cher que leurs erreurs, comme les vérités qu'ils énoncèrent les replacent auprès de nous, les hommes, loin de mythes comme Jésus ou Marx qui promettent leur « infaillibilité » dans les nuages.

Ce second volume a surtout trait aux rapports difficiles entre Marx et Bakounine et on voit à travers la correspondance de Bakounine avec les militants italiens se développer une querelle qui ne fut pas seulement une querelle personnelle. Cependant dans cette correspondance qui est une des dernières de la carrière bien remplie du militant on voit ce dessiner des jugements sur ses contemporains et en particulier sur Marx, qui s'appuie sur des à-peu-près historiques et qui justifie les efforts que feront nos marxistes pour le récupérer et le faire servir contre l'anarchie. Jamais peut-être autant qu'en lisant ces textes on comprend la vie trépidante de Bakounine qui a à peine le temps d'étudier l'histoire de l'Internationale, qui connaît mal les éléments qui ont présidé à sa naissance, ce qui le conduit à des jugements à partir d'erreurs monumentales. Mais si on peut excuser le militant que l'action, la sécurité, la nécessité de vivre également, pousse aux quatre coins de l'Europe ce qui lui interdit un travail sérieux d'historien, on ne comprend pas qu'Arthur Lehning qui lui connaît les travaux sur la naissance de l'Internationale n'éclaircisse pas plus clairement ces erreurs historiques, alors que d'autre part il ne soit pas avare de notes.

Certes, c'est autre part que dans ce volume qu'on retrouve le théoricien solide et réfléchi mais ces deux premiers volumes nous font mieux connaître l'homme et en même temps une époque que l'épopée de la Commune a injustement rejeté dans l'ombre.

Raymond LEFÈVRE

et les origines

du communisme français

Editions Tête de Feuille

Voilà un ouvrage qui vient à point pour éclairer une des personnalités révolutionnaires des années vingt qui est à la fois pratiquement inconnu et fréquemment cité à propos de tout ou de rien. Pour ma part si je me suis souvent élevé contre la récupération par les intellectuels marxistes de militants ou de théoriciens anarchistes, je m'élève avec autant de vigueur contre la récupération au petit bonheur par des anarchistes d'hommes qui en leur temps jouèrent un rôle dans la vie politique ou sociale. Et ce fut souvent le cas pour Raymond Lefèvre.

Ce qui était du domaine public de la vie de Raymond Lefèvre, c'était son voyage en Russie avec Le-

petit et Vergeat qui eux étaient d'authentiques anarchistes et sa disparition tragique. Ce livre heureusement nous en apprend un peu plus. Il appartient à une jeunesse intellectuelle issue de la guerre de 14 qu'il représente assez bien avec son ami Vaillant-Couturier. C'est-à-dire une jeunesse qui ne connaît pas grand chose de Marx ou de Lénine qui adhère sentimentalement à la Révolution russe et qui contrairement à Breton et au surréalisme sera séduit par la formidable puissance de la Troisième internationale qui s'appuie sur le parti communiste russe et qui forge un type d'hommes qui vont envahir l'histoire et pas seulement l'histoire du mouvement ouvrier. Victor Serge qui leur ressemblait mais qui n'ira pas jusqu'au bout les a bien dépeints. Pour Raymond Lefèvre personne ne peut dire si sa voie l'eût conduit dans le sillage de Serge ou de Vaillant. Pourtant, à lire l'ouvrage fort bien fait qui lui est consacré, on se prend à penser que chez lui à un moment de l'histoire le romantisme l'aurait emporté loin du terrible réalisme des hommes de l'Internationale.

Le sous-titre de ce livre intéressant nous parle des origines du communisme en France. Il ne nous apporte rien que nous ne connaissions déjà en dehors du rôle de Raymond Lefèvre, mais c'est un regard rapide sur le mouvement ouvrier en France au lendemain de la première guerre mondiale qui pourra pousser les militants à rejeter les idées toutes faites et à étudier cette période où se forgea le mouvement ouvrier moderne.

C'est un livre intéressant qui apprend ou rappelle...! Il a sa place dans la Bibliothèque d'un militant.

STRATÉGIE POUR DEMAIN

2^e Rapport du Club de Rome

Editions du Seuil.

Voici un ouvrage remarquable sur lequel tous les écologistes se sont penchés ! Le premier rapport avait également eu un succès mérité même si quelques esprits grincheux avaient contesté les chiffres et fait des réflexions de genre mineur sans réussir à mettre en cause la tendance. Ce second rapport a le mérite de la clarté dans l'exposé, et de la rigueur dans la construction. Les savants ont fait un effort méritoire pour mettre leur travail, sinon à la portée de tous, tout au moins à la portée du plus grand nombre.

Tous les chapitres de cet ouvrage sont remarquables, mais certains d'entre-eux sont pour nous des révélations, tant ils recourent ce que nous disons depuis des années. Ainsi les lecteurs de notre journal connaissent depuis longtemps la différence qui existe entre les crises d'adaptation du régime que nous avons connu autrefois, et qui étaient des crises de croissance, et la crise générale actuelle qui est une crise de l'organisme tout entier du système. Dans le chapitre « Nature des crises globales » les savants du Club de Rome ne disent rien d'autre à l'aide d'une documentation considérable, que ce que nous avons dit ici. Mais c'est certainement la partie de ce volume qui traite des mesures d'urgence que devraient prendre les gouvernements, pour enrayer cette crise mondiale, et qui sont souvent retardées par les égoïsmes nationaux, qui est la plus angoissante. Ainsi, à propos de la population du globe, les auteurs nous démontrent que des mesures présent actuellement pour limiter les naissances, n'auraient d'effet que dans une dizaine d'années et que tout délai risque de conduire la population vers la catastrophe. De toute façon, le ralentissement de la croissance démographique ne pourra conduire à un équilibre satisfaisant que vers la fin du siècle et peut-être sera-t-il déjà trop tard. Enfin l'ouvrage met en garde le lecteur contre le miracle technologique sur lequel comptent certains esprits pour résoudre cette crise, car celui-ci ne pourra pas grand-chose devant le problème posé par le gaspillage des richesses naturelles du globe.

Et dans leurs conclusions, les auteurs de « Stratégie pour demain » sont nets et clairs. Ils proposent trois mesures qui sont des mesures d'urgence. La première consiste à freiner puis à réorienter l'expansion. La seconde à considérer le nationalisme comme dépassé et créer des structures internationales et accélérer le développement communautaire. La troisième consiste à trans-

former les rapports entre l'homme et la nature. Pour notre part nous en ajouterons une quatrième qui consiste à transformer l'économie de classe en une économie socialiste. Car les savants ne le disent pas expressément, mais le laissent entendre au cours de ces deux cents pages que tout homme raisonnable devrait lire.

Henri POULAILLE

et la littérature prolétarienne

La revue « Entretiens »

La Revue « Entretiens » vient de consacrer son dernier numéro à Henri Poulaille et à la littérature prolétarienne. Il s'agit d'abord d'un témoignage d'amitié qu'apporte un certain nombre d'écrivains et d'intellectuels à un homme qui a lutté pour donner aux travailleurs une culture qui était le privilège des classes bourgeoises. Puis la Revue examine l'œuvre de l'écrivain ; une œuvre qui restera, et dont le « Pain quotidien » est à mon avis le sommet. Enfin elle étudie ce mouvement animé par Poulaille et que l'on connaît sous le nom peut-être impropre de littérature prolétarienne. Ces textes ne sont pas seulement précieux pour l'histoire littéraire d'une époque, mais également pour l'histoire du mouvement révolutionnaire entre les deux guerres mondiales.

Enfin la publication des lettres nombreuses que reçut l'écrivain nous donne une idée de la place importante que fut la sienne dans le mouvement des idées de son époque, et que l'on a trop tendance à oublier aujourd'hui.

Et nous retrouvons, à la lecture de ces pages chaleureuses, les noms de nombreux amis qui honorèrent les lettres, et menèrent le combat difficile contre la bêtise, et je suis tenté de dire, comme Henri Chamberlain, que « l'œuvre de Poulaille n'est pas de circonstance et que le jour viendra où elle retrouvera la place qui lui est due ».

COLLECTIONS POPULAIRES

Les contes de Cantorbéry : de Geoffrey Chaucer (L.P.). Voici enfin un livre de poche, ces récits de l'humour anglais qui viennent d'être portés au cinéma. Il s'agit d'un ouvrage classique de la littérature paillard de la fin du Moyen-Age. Malheureusement l'attrait que trouvaient les Anglais de cette haute époque, nous échappe un peu aujourd'hui.

Les aveux les plus doux : de Georges Arnaud (L.P.). Cette pièce est un chef-d'œuvre qui nous fait regretter que l'auteur n'ait pas persévéré dans une voie où son style fait merveille.

La femme du dimanche : de C. Fruttero et F. Lucentini (L.P.). Voici un livre du genre policier tout à fait remarquable, car à travers l'intrigue il nous fait un portrait inoubliable de tout le petit peuple de l'Italie au prise avec un modernisme qui n'arrive pas à étouffer des préjugés qui viennent de la nuit des temps.

La ruelle de Moscou : d'Ilia Ehrenbourg (L.P.). Ce roman est intéressant pour ce qu'il nous apprend de Moscou. Son auteur bien connu en France où il travailla chez Citroën est plus célèbre pour la magistrale paire de claques que lui administra André Breton, que pour ses ouvrages qui sont autant de barrière envers tous les pouvoirs.

La marquise de Gange : de Sade (L.P.). Voici un ouvrage de Sade ni pire ni meilleur que d'autres, que je signale au passage aux admirateurs de cet écrivain à mon avis surfait.

L'année de la femme ou une vasectomie subversive

La vasectomie n'est pas qu'une bénigne intervention chirurgicale qui consiste en la ligature des canaux déférents afin de supprimer le passage des spermatozoïdes et qui ne dure qu'une vingtaine de minutes; c'est aussi une opération importante à d'autres points de vue.

D'ailleurs toute la presse l'a bien compris ou tout au moins senti lorsqu'elle a sauté sur l'information de l'opération de notre camarade qui est une bombe bien plus sérieuse que celle qui décapita le bon roi Saint-Louis au palais de justice.

La mode du jour ou plutôt de l'année c'est la femme; toutes les grandes pollicardes sont venues à Paris pour en discuter. Giscard a même fait son speech; il est d'accord, tous et toutes sont d'accord, il faut aider la femme à sortir du ghetto où l'homme, ce salaud, l'a enfermée. Même les cocos ont fait une semaine sur la femme à la Mutualité. Tout ce beau monde est conscient qu'il faut l'égalité entre les deux sexes. Il faut aider la femme dans son émancipation; d'ailleurs on a légalisé l'avortement. On est libéral en France, faut pas croire; on est pour l'émancipation. La femme n'est pas inférieure à l'homme, elle est son égal; si elle veut un peu se battre contre les préjugés (il y en a de moins en moins, paraît-il), elle pourra faire comme la mère Gandhi ou Golda Meïr, à la limite comme Giroud. D'ailleurs, même les curés révolutionnaires sont d'accord: si elle pousse un peu, elle pour a détrôner dieu, tous les dieux de toutes les religions, ces ignobles phalocrates, elle prendra leurs places; enfin si elle se montre plus autoritaire que l'homme, elle aura gagné le droit d'être aussi conne que lui.

De toute manière, il faut faire participer la femme à la vie de la société tout comme il faut faire participer l'étudiant et le travailleur: il faut participer à sa propre aliénéation pour le devenir plus complètement; il faut participer à la gestion de son exploitation afin de pouvoir être le souteneur et la putain. En un mot, comme le disent les technocrates, rien de ce qui est humain ne nous est étranger: on vous comprend et on vous enfonce.

Donc en pleine année de la femme une dépêche tombe sur les telex: un homme vient de se faire stériliser et cet homme est un militant anarchiste. Ses motivations il les exprime dans une lettre ouverte au procureur de la République ainsi que dans une brochure: il pense entre autres, à juste titre, que «la femme subit suffisamment de contraintes inhérentes à sa sexualité, maternité, accouchement, avortement, obligation pour elle dans la majorité des cas de s'arranger seule d'une contraception souvent peu exaltante» (1). Tous les individus estiment que la libération de la femme est une bonne chose, seulement il faut que celle-ci paye sa libération en supportant et en assumant seule les actes qui vont lui redonner son autonomie. Et, lorsqu'au sein du couple, c'est l'homme qui décide d'accepter la responsabilité d'une contraception définitive, ça met les mâles mal à l'aise, car maintenant ils peuvent participer à cette libération au niveau de la contraception.

Bien sûr, il n'est pas question pour nous autres anarchistes, de conseiller ou de pousser des hommes à se faire stériliser, car c'est une affaire personnelle qui ne regarde que le couple et surtout l'homme; c'est une décision qui demande une certaine maturité et la connaissance de son caractère irréversible qui peut entraîner d'énormes problèmes psychologiques chez un individu qui aurait agi sur un coup de tête ou pour épater la galerie ou même dans l'espoir de voir ses rapports sexuels se multiplier avec des partenaires différentes qu'il ne risque plus d'engrosser.

La femme qui subissait un avortement ne remettrait pas en cause la maternité car elle avait la possibilité d'avoir ensuite des enfants. C'était le dernier recours quand d'autres moyens contraceptifs avaient échoué, si toutefois il y en avait eu, à un moment de la vie du couple ou de la femme, pour des raisons personnelles ou parfois sous la pression du conjoint. Cet acte

était, il y a encore quelque temps, passible de prison et d'amende non pas tant par respect de la vie, comme voudrait le faire croire les Debré et consorts, mais parce qu'une interruption de grossesse mettait un frein à une France de 100 millions d'individus.

La vasectomie par son caractère irréversible va plus loin car l'homme qui s'est fait stériliser a définitivement renoncé à la procréation. De plus c'est une atteinte profonde aux racines phalocratiques de notre société où l'homme le plus libéral admet fort bien la ligature des trompes chez la femme mais crie au scandale lorsqu'on lui parle de vasectomie. En effet à ce moment-là il a l'impression qu'on va porter atteinte à sa virilité: il confond simplement virilité et reproduction comme il confond chez la femme féminité et maternité. Il faut dire que l'Eglise est une des propagatrices de ces idées.

Même dans le corps médical, là où le praticien a l'habitude de voir le patient attendre de lui le remède miracle et s'en remettre entre ses mains (et ses préjugés qu'il appelle si fortement éthique) les problèmes demeurent les mêmes. Chez les touibbs, hommes ou femmes, souvent, pour peu que l'on secoue un peu le masque scientifique derrière lequel ils se retranchent, ces préjugés apparaissent au grand jour. On a pu voir dans l'affaire de Melun, une femme, chef de service, qui ne doit pas souvent mettre en cause ses problèmes de sexualité, traiter des femmes de putains parce qu'elles désiraient des interruptions de grossesse. On verra aussi un grand nombre de médecins s'autoriser à pratiquer des ligatures de trompes sans même l'avis de leur cliente et s'indigner lorsqu'il aura devant lui un homme qui désire se faire stériliser sans même tenir compte de sa volonté de disposer de son corps.

Oui, même dans le corps médical, alors que trop d'individus considèrent les praticiens comme des êtres sains et équilibrés, on voit, en forçant les portes de la mythologie médicale que ce corps de métier est sujet comme tous les autres à des blocages ou à des préjugés basement puritains. Et puis il y a la société et la législation (et on se demande ce qu'elles viennent foutre dans ces histoires de plumard). La vasectomie en effet est punie par les articles 309 et 310 du Code pénal qui l'assimile à une mutilation volontaire avec coup et blessure. Une fois de plus il est prouvé que ton corps n'est pas à toi; déjà pour l'avortement, la société a décidé une fois pour toute qu'être mineur c'est dépendre de ses parents et être majeur c'est dépendre de l'Etat.

La vasectomie est aussi une attaque contre la société par un de ses éléments les plus solides: la famille. La société vous laisse le soin, en tant que parent, d'éduquer vos enfants comme vous le désirez, ce n'est pas son problème, ce qu'elle désire c'est que vous ayez des enfants. Ainsi à la suite de la loi sur l'interruption de grossesse, on a vu les parlementaires se pencher sur l'aide aux filles-mères, sur les problèmes de primes à la maternité ou sur l'augmentation des allocations familiales, etc. Ils étaient conscients de la nécessité de voter une loi libéralisant l'avortement s'ils ne voulaient pas être ridicules devant l'histoire. Mais l'Eglise en tête l'a bien senti, il fallait en même temps faire un effort pour ceux qui désiraient des enfants et qui étaient uniquement confrontés à l'interruption de grossesse pour des problèmes matériels.

Bien sûr beaucoup d'individus risquent pour se montrer libéraux de se déclarer en accord avec les idées émises par ce tarticte, mais ils essayeront de vous coïncider en vous disant: «Mais lorsque vous subissez une stérilisation parce qu'à une époque de votre vie, vous ne désirez plus avoir d'enfants, vous risquez de vous trouver d'ici à 10 ou 15 ans avec peut-être l'envie d'en avoir et vous n'en avez plus la possibilité». A ceux-là je répondrai qu'il y a toujours la possibilité de l'adoption. Bien sûr cela demande peut-être un effort sur soi-même car pour beaucoup un enfant doit être à soi («c'est mon enfant») et l'adoption ce n'est pas l'avoir conçu de sa semence et le sentir se former

pendant neuf mois au sein du ventre maternel; à ceux-là je citerai une phrase de Bakouine: «Les enfants n'appartiennent à personne: ils n'appartiennent ni à leurs parents ni à la société. Ils appartiennent à leur future liberté.»

Pour terminer je voudrais dire que l'acte de notre camarade Noël Leroux n'est pas un acte exhibitionniste comme pourraient le croire certains mais un acte personnel, individuel et s'il a tenu à le porter sur la place publique c'est pour débouquer une situation qui laisse dans l'ignorance un moyen contraceptif simple et définitif et qui contribuera peut-être à «abandonner les ridicules préjugés phalocratiques poussant l'homme à se considérer comme intouchable». (2)

Jean-Claude DEVINCK.

(1 et 2) «La Vasectomie: une contraception masculine interdite» (brochure Fédération anarchiste).

Noël LEROUX
47 bis, rue H. Barbusse
44400 REZE

1^{er} Avril 1975

*Lettre ouverte à
Monsieur le Procureur de la République,*

La vasectomie, stérilisation masculine, est un acte contraire à la loi que vous représentez.

Depuis un certain procès de Bordeaux (1937) où des anarchistes furent lourdement condamnés, la vasectomie est toujours assimilée à une série de délits réprimés par les articles 309 et 310 du code pénal.

Or, nous sommes en 1975, lors des récents débats à l'Assemblée Nationale sur la libéralisation de l'avortement, partisans et opposants avaient une position identique sur un point précis et impératif à leurs yeux: la contraception doit être connue du public et favorisée.

La contraception est l'affaire du couple qui doit avoir la possibilité d'assumer ses responsabilités et choisir entre TOUTES, celle qui lui convient.

L'homme doit être concerné au même titre que la femme et abandonner les ridicules préjugés phalocratiques le poussant à se considérer «intouchable».

POURQUOI LA VASECTOMIE ?

C'est à l'heure actuelle la seule méthode contraceptive masculine efficace et sans contrainte.

Elle se pratique sous anesthésie locale en une vingtaine de minutes par la section des canaux déférents. Cette intervention simple ne nuit en rien à la virilité de l'individu.

De nombreuses raisons, philosophiques, politiques et personnelles peuvent décider du choix de la vasectomie:

— *écologiques et démographiques, à l'heure où des millions d'individus sont affamés, il semble vain de penser que l'accélération des naissances favorisera un développement économique;*

— *politiques, identiques à celles des condamnés anarchistes de Bordeaux, ne pas fournir de la chair à canons et à travail aux exploiters de tous bords;*

— *désir de se libérer une bonne fois des contraintes de la contraception et y participer au même titre que la femme.*

Etant donné son caractère irréversible (50%) la vasectomie ne peut être qu'un choix personnel. Il ne peut être question de la prescrire ni même de la préconiser, le procédé doit simplement pouvoir être étudié par chacun qui pourra ensuite se déterminer.

Pour toutes ces raisons, à l'heure où vous recevez cette lettre, j'aurais bénéficié de la vasectomie en France, ayant conscience d'avoir pris mes responsabilités. A votre société de prendre les siennes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur, mes salutations distinguées.